



85D

édition pau gair



N° 5

année : 1978 - MARS

SOMMAIRE :



- EDITORIAL.....p. 3
- APPEL AUX SYNDICATS OUVRIERS.....p. 4
- LES CONSEILS OUVRIERS.....p. 6
- LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DANS
LE MONDE ENTIERp.17
- LA LIGNE DE DEMARCATION.....p.23
- L'OPPOSITION INTELLECTUELLE ET
LA CLASSE OUVRIEREp.25
- REVUE DE PRESSE.....p.31
- LETTRES DE POLOGNE
(Un témoin visuel de Décembre 70 raconte)***p.38

UOP 9436

**LA LUTTE POUR LE POUVOIR DE LA
CLASSE OUVRIÈRE NE PEUT ÊTRE MENÉE QUE
PAR LA CLASSE OUVRIÈRE ELLE -MÊME**

Chers lecteurs!

C'est la cinquième fois que vous recevez notre bulletin. La parution de ce N° 5, édition française, ayant été retardée, certains des thèmes qui y sont évoqués, ne seront pas nouveaux pour vous.

"Szerszen - Le Frelon" a l'ambition d'être une tribune libre, et en conséquence ouvre ses colonnes à des articles, des lettres exprimant différents points de vue qui ne correspondent pas toujours exactement à la ligne politique exprimée dans les "treize points" du programme du "Frelon".

Ainsi donc dans ce numéro, le lecteur attentif trouvera différentes opinions et controverses sur la forme que doit prendre la lutte contre le régime. Ce qui ne change en rien le fait que toute voie menant à la lutte contre le régime est juste.

*
* *
*

Depuis que vous avez reçu le dernier numéro, de nombreux événements se sont produits sur la scène politique européenne et mondiale.

Et dans cet éditorial nous voudrions revenir justement sur ce qu'on peut considérer comme l'un des plus importants de tous: la création à Moscou par un ancien mineur, Vladimir Khlebanov et ses 200 camarades, ouvriers, techniciens, d'un syndicat indépendant.

A la suite de leur initiative, V. Khlebanov et plusieurs de ses camarades ont été enfermés dans des hôpitaux psychiatriques ou emprisonnés.

Nous publions donc dans son intégralité l'appel envoyé par trois opposants de l'est se trouvant, momentanément pour le premier, en occident; et

pour les deux autres, étant émigrés à l'ouest. Il s'agit de: Vasile Paraschiw, roumain, Victor Feinberg, soviétique, Edmund Baluka, polonais.

Nous reviendrons sur cette question beaucoup plus précisément dans un prochain numéro. Mais d'ores et déjà nous informons nos lecteurs qui l'ignoraient que le 18 avril s'est tenue à Paris une conférence de presse en présence de représentants des quatre centrales syndicales FEN, FO, CGT, CFDT où quatre opposants de l'est: V. Feinberg pour l'URSS, Vasile Paraschiw, pour la Roumanie, A. Smolar pour la Pologne, et Letcinsky pour la Tchécoslovaquie ont communiqué aux journalistes les dernières informations sur le "groupe Khlebanov" et la campagne syndicale de défense et de soutien qui s'amorce.

Dans l'édition polonaise nous avons lancé un appel aux travailleurs polonais pour qu'ils soutiennent solidairement et activement ces ouvriers soviétiques. En Pologne aussi la question de syndicats défendant les intérêts des ouvriers, de syndicats indépendants de l'état, de tout parti et administration est à l'ordre du jour.

D'ailleurs on connaît l'existence à Katowice d'un groupe d'ouvriers qui vient de lancer la même initiative que le groupe Khlebanov, en Pologne, donc.

Nous lançons donc également un appel à nos lecteurs, aux travailleurs français, pour qu'ils s'engagent dans cette campagne, sur leur lieu de travail, dans leurs sections syndicales, pour que les travailleurs soviétiques fondateurs du nouveau syndicat indépendant en URSS, reçoivent le soutien actif des syndicats ouvriers.

la rédaction

APPEL AUX SYNDICATS OUVRIERS

Paris, le 1er mars 1978

En U.R.S.S., Vladimir Khlébanov, mineur du Donetz, a annoncé fin janvier que deux cents travailleurs avaient décidé la création d'un syndicat indépendant, expliquant que beaucoup d'entre eux avaient été licenciés sans que les syndicats officiels ne prennent leur défense.

C'est la première tentative de créer un mouvement ouvrier indépendant de l'appareil d'Etat. Lundi 27 février, deux représentants de ces deux cents travailleurs ont rendu publics les statuts de leur organisation syndicale.

Dans une lettre ouverte, ils demandent aux syndicats occidentaux "leur aide morale et matérielle". Le droit de s'organiser en syndicats est reconnu par la Constitution de l'U.R.S.S. aux travailleurs de ce pays. Toutefois, ceux qui comme Vladimir Khlébanov et ses camarades mettent ce droit en pratique, sont réprimés et internés dans des hôpitaux psychiatriques. Nous vous demandons instamment d'intervenir pour leur libération immédiate.

De même en Roumanie, l'ouvrier, Vasile Paraschi v a été taxé de "psychose délirante revendicative" parce qu'il avait pris position pour le respect de droits reconnus dans son pays.

En Pologne un "comité ouvrier" vient de se créer à Katowice et a lancé un appel "à tous les travailleurs de Pologne" en faveur de la création de "syndicats nationaux libres".

En Tchécoslovaquie, des syndicalistes ont été exclus de leurs syndicats pour avoir refusé de participer aux licenciements politiques de ceux qui soutiennent la Charte 77.

Quelle que soit votre appréciation de ces faits, ils posent tous un même problème de principe sur lequel nous vous demandons de réaffirmer publiquement votre position: le droit imprescriptible des travailleurs à s'organiser en syndicats indépendants de leurs employeurs et y compris dans les pays qui se réclament du socialisme et où l'état est pratiquement le seul employeur.

Nous vous demandons instamment de prendre toutes les mesures possibles, d'envoyer des commissions syndicales internationales d'enquête, pour faire la lumière sur la réalité des syndicats dans ces pays, et pour prendre la défense de ceux qui s'y battent pour que se réalise enfin un droit formellement reconnu. Vous avez déjà à plusieurs reprises exprimé votre préoccupation concernant le respect des droits des travailleurs en Europe de l'est. Aujourd'hui plus que jamais, ils ont besoin du soutien de ceux qui se battent en occident contre l'exploitation capitaliste.

Les trois signataires sont des ouvriers d'Europe de l'est réprimés dans leurs pays pour leur défense des droits des travailleurs et des droits de l'homme. Ils se présentent eux-mêmes:

Edmund BALUKA : Polonais. Ancien président du comité de grève de Szczecin en décembre 70, janvier 71. Lutte contre toute exploitation pour l'unité internationale de la classe ouvrière qui réalisera le socialisme.

Victor FEINBERG : Soviétique. L'un des sept participants à la manifestation sur la place Rouge, le 25 août 1968 contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Lutte contre toute exploitation de la classe ouvrière et pour sa participation directe à la direction de l'industrie et de l'économie.

Vasile PARASCHIV: Roumain. Membre du parti communiste roumain depuis 1946. En a démissionné en 1968. Interné trois fois en hôpital psychiatrique pour motifs politiques. Lutte pour les droits syndicaux des ouvriers et milite pour les droits de l'homme en Roumanie. Signataire de la lettre de Paul Goma adressée à la Conférence de Belgrade.

Cette lettre a été adressée en France à : - la C.G.T
- la C.F.D.T
- F.O.
- la F.E.N.

Edmund BALUKA -
(polonais)

Victor FEINBERG
(soviétique)

Vasile PARASCHIV
(roumain)

LES CONSEILS OUVRIERS

Michel Stell

Depuis 1945 la Pologne est définie constitutionnellement, comme une "démocratie populaire" où "le pouvoir est entre les mains du peuple" (article premier de la constitution).

Les slogans, assez rares et discrets si l'on en juge d'après les autres pays de l'est, accrochés aux portes des usines proclament :

- "Travaillant mieux, nous vivons mieux!"

- "Vive l'amitié entre la Pologne et l'U.R.S.S.!"

- "Réalisons les décisions du VIIème congrès du P.O.U.P. (*1)!"

- "Les travailleurs avec le parti, le peuple entier avec le P.O.U.P.!"

- "Les travailleurs soutiennent la IIème Conférence Nationale du P.O.U.P!"

Ces slogans ne sont que de vaines tarasconnades du régime, et n'ont aucun écho, ni fondement dans la réalité.

Car lorsque ce peuple à qui la constitution attribue le pouvoir, a pu exprimer ou exprime sa volonté, c'est loin des fauteuils de velours de la salle des congrès (*2), loin de "la maison blanche de Varsovie", loin des bureaux feutrés des syndicats.

La volonté du peuple, ce sont les révoltes des ouvriers de Poznan et de Żeran en 56, le soulèvement des travailleurs de la Baltique en Décembre 70, la grève d'occupation des ouvriers des chantiers navals de Szczecin en janvier 71, qui l'ont exprimé.

Leur volonté, les travailleurs l'expriment dans de multiples grèves éclatant un peu partout, un peu n'importe quand, dernièrement.

C'est, enfin la grève générale de 24 heures du 25 juin 76, les émeutes de Radon et Źrsus du même jour, qui imposé - au gouvernement de Gierek et Jaroszewicz le retrait du décret de hausse des

(*1): Parti Ouvrier Unifié Polonais, nom du parti stalinien en Pologne.

(*2): Elle sert pour les différents congrès qui se tiennent à Varsovie, mais avant tout pour les différentes réunions d'envergure du parti.

prix. C'est au nom du peuple, enfin, et de la liberté, que la jeunesse étudiante est descendue dans la rue s'affronter avec la milice en mars 68,

Les paysans, à leur façon, se font l'écho de la volonté populaire lorsqu'ils réquisitionnent et se réparaissent les convois de charbon destinés aux entreprises et dont eux sont privés.

Et lorsqu'ils résonnent sur les places de Poznan envahies par les manifestants de 56, les mots d'ordre sont bien différents des prototypes figés, habituellement à l'affiche:

- "A BAS le PARTI, DEHORS LES RUSSES!"

Dans les rues de Gdansk, Gdynia, Elblag, Slupsk, Szczecin on chante:

"Les polonais se battent pour la révolution, - Contre le joug des russes, pour leur libération"

En janvier et février 71, sur les camions, les cars, les trains qui sillonnent la Pologne, avant le retrait de la hausse des prix, on lit:

- "ON NOUS TROMPE! - GIEREK-GOMULKA!"

- "A BAS LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE ROUGE!"

Les lettres circulant dans le pays et colportées d'usine à usine, racontaient comment Gierek avait dirigé les répressions contre les étudiants en 68 dans sa voïéodie, dénonçaient "la nouvelle direction" comme trahison et en tous points semblables à la précédente, enfin appelaient à la grève générale en Pologne.

Ainsi s'exprime clairement l'opposition entre les aspirations des travailleurs et la politique menée soi-disant au nom du peuple par la bande de gangsters au pouvoir et tous leurs acolytes répartis dans les organes

de direction et de l'état.

Et ces bureaucrates de Pologne inféodés à leur maîtres du Kremlin décident, débattent, condamnent, censurent, assassinent "au nom" du peuple à qui ils volent le pouvoir.

Ils masquent leurs étroits intérêts particuliers sous des slogans creux et des déclarations mensongères.

32 ans de mensonges, de tromperies de promesses jamais tenues ont "éduqué" la classe ouvrière polonaise. Celle-ci est d'autant plus apte à tirer les leçons voulues, qu'elle est consciente de la crainte qu'elle inspire au régime.

C'est pourquoi les appels "pathétiques" de Gierk ne font plus que ricaner; et aux mots d'ordre officiels d'unité entre "le peuple entier" et le parti des bureaucrates, les ouvriers de Radom ont répondu en brûlant le siège du parti.

L'opposition est nette, d'un côté les sentiments des ouvriers pour le régime, de l'autre les déclarations de bonnes intentions de celui-ci.

De la même façon, le 25 juin, c'est la Pologne toute entière qui cessait le travail en apprenant l'annonce de la hausse des prix; et les jours suivants, le projet du gouvernement ayant été retiré, le régime organisait des "meetings" obligatoires dans toutes les grandes villes de Pologne pour soutenir(!) la direction - Gierk.

Ne parlons pas de la "spontanéité" de ce soutien:

On sait avec quel enthousiasme, et quelle fierté de soi, chacun, lorsqu'il le dut, participa à ces manifestations:

Mais pourquoi donc, ceux chargés de porter les pancartes avec le portrait de Gierk ou bien celles exigeant "d'en finir avec les voyous et le désordre", les portaient-ils pour certains prudemment, honteusement pour d'autres, de telle façon en tous cas qu'il fallait se tordre le cou, au risque d'un sérieux torticolis pour arriver à en déchiffrer la teneur ?

Comment se fait-il que les banderoles elles-mêmes, mises à part bien sûr, celles sur lesquelles étaient braqués les caméras de T.V., pendeillaient,

indéchiffrables?

Mais la question fondamentale reste la suivante:

Vont-ils encore longtemps organiser leurs lamentables pantalonades?

Vont-ils encore longtemps usurper un pouvoir auquel ils n'ont aucun droit?

Vont-ils encore combien de temps abuser de privilèges payés par les travailleurs de ce pays à la sueur de leur front?

Et s'ils aiment dans les réunions du parti, comme le rappelle justement Jacek Kuron, membre du K.S.S/kor (du Comité d'Autodéfense Sociale) dans une discussion avec un représentant de la Biennale de Venise en novembre 77 - taper du poing sur la table en s'écriant "Nous, les ouvriers..", il est sûr qu'ils ont plus l'habitude de manier le stylo, que le marteau, et que leurs villas particulières "ressemblent" particulièrement aux blocs HLM où logent les ouvriers!

Ces bureaucrates avides convoitaient sans cesse de nouvelles fonctions, de nouveaux postes plus "rémunérateurs" les uns que les autres, sont prêts à se dévorer pour quelques miettes. Mais ces rapaces se retrouvent toujours pour défendre leurs privilèges aux dépens de la classe ouvrière, pour maintenir leur domination sur les masses laborieuses, pour sauvegarder coûte que coûte le vieux monde. Et à Varsovie, Berlin, Prague ou Moscou, ce sont les mêmes valets de l'impérialisme, prêts à tout pour prolonger le statu quo mondial.

"La variété polonaise" comme toutes les autres variétés de rapaces "vulgaris", veut satisfaire son vorace appétit. Et elle le fait avec l'énergie du désespoir de ceux qui sentent le sol se dérober sous leurs propres pas. Car que trouve-t'on derrière les satisfecit officiels et les déclarations autoglorifiantes?

On trouve un pays où tout part du parti, pour y aboutir finalement, pour quoi que ce soit.

Un parti de bureaucrates privilégiés qui se sont eux-mêmes désignés

comme les représentants du peuple, dont la seule idéologie est de tout faire pour rester en place, garder les privilèges et la position sociale obtenue. Leur appétit vorace ne connaît jusqu'à présent qu'un seul frein, celui de la résistance, de la combativité de la classe ouvrière.

On trouve également un pays où la situation économique, après 32 ans de gestion bureaucratique est catastrophique.

Un pays où environ 40% de la population travaille dans le secteur agricole, mais où un commentateur du bulletin intérieur du parti (du 10.X.77-N°36), L'AGENDA DU LECTEUR, dans un article intitulé "l'approvisionnement du marché" peut écrire:

"Le sentiment de la population, est que l'amélioration de l'approvisionnement des magasins reste toujours insuffisant, et dans bien des cas insensé" ble (l'euphémisme est joli!)

Il ajoute:

"Mais on note une amélioration pour l'approvisionnement en graisses et matières grasses (la centrale de répartition vient d'être liquidée pour ces articles), les graisses d'origine végétale, ainsi que le lait et ses dérivés".

Que les mères de famille se réjouissent, "on note une amélioration pour" le saindoux, la margarine... et le lait! Cela va mieux, on a maintenant plus de chances en rentrant d'une dure journée de travail, de trouver le lait indispensable pour les enfants, ou les graisses nécessaires pour la cuisine!!

Mais attention, déjà l'été approche, avec la chaleur, la pénurie ne va-t-elle pas revenir? Le lait livré ne le sera-t'il pas comme souvent alors, sous forme de yaourt?

Cela compte peu pour l'auteur de l'article, car cela les statistiques n'en parlent pas. D'ailleurs à tout hasard il prend déjà ses précautions:

"Pour certains articles alimentaires de base comme le sucre, la farine, le sel, le riz, les pâtes..." (...) "On est assuré que "le secteur commercial domine la situation et dans la mesure où le permettent les possibilités de transport, assure toujours l'approvi-

sionnement pour ces articles."

Comme c'est finement dit! comme on le voit, maintenant que le pays est "au stade supérieur de développement d'une société socialiste", selon le terme consacré, c'est l'abondance. Quel débordement de luxe!

Voilà comment ces écrivillons à la solde du parti se permettent de tourner en dérision les besoins les plus élémentaires d'une famille ouvrière: Il faut se réjouir de ne pas revenir les mains vides du magasin.

Le métier de journaliste, n'est guère flatteur en Pologne. En témoigne encore par exemple, toujours à propos du problème crucial de l'approvisionnement un article de Zagrodzka dans Polityka intitulé: "le goût de la nourriture":

"La période la pire aura été la seconde moitié de 76 et le début de 77. Tout d'un coup on s'est rendu compte que malgré les manques en approvisionnement, le saucisson verdissait à l'étalage, et le fromage blanc trop sec, revenait à la crèmerie, invendu. De l'économie on était passé à un gaspillage".

On croyait pourtant que la situation s'était améliorée pour les dérivés du lait! Alors, le fromage blanc cela ne se produit pas à partir de produits chimiques, dont l'auteur de l'article dans "l'agenda du lecteur" reconnaît la pénurie.

Il faut dire que toutes les valeurs sont bouleversées, ces derniers temps au paradis gierkowiec de la "démocratie populaire".

Ainsi le quatrième producteur européen de sucre, rationne-t'il cette denrée, depuis plus d'un an et demi maintenant, sauf évidemment pour ceux dont le porte-monnaie est assez garni pour l'acheter au prix augmenté. Mais ne nous affolons pas, cela pourrait être pire: A quand le sucre en dollars à P.K.O, le magasin où l'on achète des produits en devises?

Quant au café, s'il commence à réapparaître sur les étalages des magasins, c'est dans un nouvel emballage, qui permet de le faire passer à

60 zlotys les 100 grammes, ce qui fait de ce produit un luxe. Dans la tasse de l'ouvrier on ne trouve guère que de l'ersatz de café, c'est ce qu'on appelle le café à base de céréales torréfiés.

Quant aux soi-disant porte-paroles des ouvriers, dans leurs bureaux aux portes soigneusement closes et aux murs capitonnés afin d'empêcher tout bruit, toute protestation de l'extérieur, qui viendrait troubler la tranquillité des "réunions" de "ces messieurs"; ces usurpateurs, dégustent leur café-cognac que la secrétaire, "favorite" du moment, leur sert avec toute la délicatesse et la discrétion voulue pour ne pas les déranger dans leurs "graves préoccupations" sur l'avenir de l'entreprise, de la branche industrielle, du plan, du pays et... sur le montant de la prime qu'ils vont pouvoir se distribuer cette fois-ci.

Oui, ces "camarades", s'ils portent la responsabilité des manques dans l'approvisionnement en articles de toutes sortes, au hasard des erreurs et distorsions du plan, du saucisson de Cracovie en passant par les vis platinées et les caoutchoucs pour boccas à cornichons, portent devant l'histoire, et devant la classe ouvrière de leur pays des responsabilités d'une toute autre ampleur: PLUS DE 18 MILLIARDS DE DOLLARS de dettes contractées envers les différents banquiers et pays capitalistes et gagées sur les ressources naturelles de la Pologne.

Ces prêts les bureaucrates les ont obtenus des capitalistes, tout de suite prêts à les soutenir pour la sauvegarde de leurs intérêts mutuels, de leur existence réciproque, contre la montée de la lutte des travailleurs à l'est, comme à l'ouest, contre le mouvement internationale des travailleurs que redoutent autant bureaucrates et capitalistes.

Cet argent prêté aux bureaucrates polonais pour les aider à maintenir coûte que coûte leur domination, les capitalistes le tirent de l'exploitation de leurs propres classes ouvrières. C'est un argent volé sur la sueur de l'ouvrier allemand, français ou américain, que les banquiers apportent à Gierak sur un plateau.

(*1): voir à ce sujet le N°4 du Frelon, article Janvier 71.

Les bureaucrates ont des dettes envers les capitalistes? Ce sont LEURS dettes, ce ne sont pas celles du peuple polonais.

18 MILLIARDS DE DOLLARS, certes, ce n'est pas une bagatelle!

Pourtant en 1971 devant le comité de grève de Szczecin, Jaroszewicz tentait de justifier la hausse des prix décidée en Décembre 70, et son maintien par l'argument suivant:

-C'est nécessaire, car il faut rembourser les dettes contractées à l'ouest par Gomulka. Celles-ci s'élevaient à l'époque à 800 millions de dollars, soit 20 FOIS MOINS que la somme actuellement dûe. Ne reculant devant rien, Jaroszewicz à l'époque expliquait, qu'il y allait de l'honneur national des polonais qu'on ne pouvait se compromettre avec les capitalistes. (*1)

Une fois de plus on voit l'usage qu'il a fait par la suite de ces belles paroles, destinées évidemment à tromper les ouvriers. Comme toujours il a cherché à faire vibrer la corde de la fierté nationale pour en fait mieux vendre et trahir la Pologne. Les ouvriers ne s'y sont cependant pas trompés, puisqu'en février un mois plus tard, ils imposaient au gouvernement le recul, sur les prix aussi.

Depuis aucun appel pathétique à la construction de la patrie socialiste" ou de la "seconde Pologne" n'a été pris au sérieux. Ça ne marche plus.

Les travailleurs, les polonais ont compris ce qui se cachait derrière les exhortations à travailler plus. Ils ont compris que pendant tant d'années les bureaucrates ont prélevé "la dîme" sur leur travail, qu'ils s'offrent sur leur compte des voitures étrangères, des villas particulières, des comptes secrets en devises à l'étranger, et que eux, n'ont obtenu que ce qu'ils ont exigé: contants pied à pied, par leur résistance, leurs grèves, leurs combats.

En Pologne actuellement, le vent de la peur est en train de tourner. Il commence à souffler beaucoup plus du

côté des exploiters. SI LA CLASSE OUVRIÈRE MANQUE ENCORE DE PERSPECTIVES CLAIRES POUR LANCER LE DERNIER ASSAUT, SES DERNIÈRES VICTOIRES ONT COMME DES COUPS DE BOUTOIR ÉBRANLÉ LES FONDEMENTS MÊMES DE LA FORTERESSE BUREAUCRATIQUE.

LES CONSEILS OUVRIERS, LES COMITÉS DE QUARTIER, DE SOLDATS, D'ÉTUDIANTS, LES ASSEMBLÉES PAYSANNES, VOILÀ L'INSTRUMENT QUI PORTERA LE COUP FINAL DANS LA FORTERESSE, ET LA RASERA DÉFINITIVEMENT. VOILÀ POURQUOI LA PEUR PETIT À PETIT CHANGE DE CAMP.

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS VA LES PORTER À CONSTITUER LEURS ORGANES DE COMBAT, LEURS ORGANES DE POUVOIR, LES COMITÉS DE GRÈVE, LES CONSEILS OUVRIERS, LES COMMISSIONS DE TRAVAILLEURS, PEU IMPORTE LE NOM. LE CONTENU EST LE MÊME. LES TRAVAILLEURS ÉLIRONT LEURS VÉRITABLES REPRÉSENTANTS, LEURS DÉPUTÉS OUVRIERS CHOISIS, POUSSÉS EN AVANT, PAR LEURS COMPAGNONS DE TRAVAIL, MANDATÉS ET CONTROLÉS PAR EUX.

ET CES CONSEILS OUVRIERS, SE CENTRALISERONT, NON SEULEMENT À L'ÉCHELLE DE L'ENTREPRISE, DE LA VILLE, DE LA RÉGION OU DE LA BRANCHE INDUSTRIELLE, MAIS À L'ÉCHELLE DE TOUTE LA POLOGNE.

VOILÀ LE SPECTRE QUI HANTE LES RÊVES DE GIAREK ET DE SES SEIRES, ET LEUR GÂCHENT TAPIS, VOITURES, PALAIS ET RICHESSES.

Et pour durer, pour pallier au plus pressé, ils ont besoin de l'argent des capitalistes. Et les capitalistes ont répondu à l'appel. Ils ne semblent pas se soucier de savoir si la Pologne sera en état de rembourser ou non.

Mais la Pologne a un sous-sol riche en minerais de toutes sortes. Elle occupe la première place en Europe pour les gisements de charbon, de soufre, et de cuivre. Ainsi les bureaucrates ont-ils gagé tous leurs emprunts sur des richesses naturelles de la Pologne. Les industriels et les banquiers capitalistes, surtout les allemands de l'ouest les plus gros crédateurs, et Krupp principalement, sont-ils les "co-gestionnaires des mines polonaises. Et ils se paient ainsi dividendes et intérêts. Sur X millions de tonnes extraites, par exemple de charbon, par mois, une

quantité établie revient donc, pour garder le même exemple, à Krupp.

Mais les richesses minières du sous-sol polonais ne sont pas la propriété des bureaucrates, mais celle du peuple polonais.

Les dettes, les promesses faites par Gierek-Jaroszewicz à leurs "petits copains" capitalistes, les regardent. Ce sont LEURS dettes, ils les ont contracté afin de défendre leur intérêts étroits particuliers, pour continuer à assouvir leur appétit de privilèges.

Ces dettes ce sont celles des apparatchiks, qui comme le dit la chanson, sont prêts à "rationner le pain du peuple polonais, mais pas les tanks car ils venaient de l'est", pour leurs maîtres du Kremlin dont dépendent leur bien-être et leur situation à eux.

Ces dettes, ce ne sont pas celles du peuple polonais, mais des usurpateurs qui gaspillent la fortune nationale et ont mené par leur gestion le pays au bord de la faillite économique, détournant tous les profits et ne laissant "que les miettes" au peuple, aux polonais.

Enfin ces dettes, au contraire des mensonges des vassaux du Kremlin installés au pouvoir, ne servent pas à "redresser l'économie", car ils en sont incapables, ni à sauver la Pologne du naufrage économique. Elles ont été acceptées par les capitalistes afin de maintenir coûte que coûte les polonais sous le joug de leurs oppresseurs.

Les usurpateurs continueront-ils longtemps à enfoncer le pays dans le marais des emprunts? Vont-ils "soldier" au plus offrant, encore longtemps les richesses nationales?

Il n'y a qu'une alternative possible: Les travailleurs doivent reprendre en mains leur sort, reprendre aux "exploiteurs" le pouvoir que ceux-ci leur ont confisqué. Et que le pouvoir des conseils ouvriers de Pologne décide enfin dans l'intérêt de tout le peuple, de tous les polonais de l'avenir d'un pays libre et souverain.

Les capitalistes volent leurs ou-

vriers, les bureaucrates volent les leurs. Le pouvoir des conseils ou vriers abolira ces dettes.

Tout cela même si ce n'est pas toujours clair pour eux, les ouvriers le ressentent, car ils savent que ce pouvoir leur est étranger. Ce pouvoir n'est pas leur pouvoir; et les décisions prises par celui-ci, leur sont tout autant étrangères, ce ne sont pas leurs décisions, ce n'est pas leur volonté qui s'exprime, et se réalise.

Actuellement les travailleurs polonais réagissent à cela par une résistance passive, mais tenace à toutes les initiatives du régime. Lorsque celles-ci menacent directement leurs acquis, leurs conditions de vie, les travailleurs comme en juin 76, se mobilisent immédiatement, témoignant ainsi de leur combativité. Ils sont prêts à balayer ce régime, compromis définitivement, mais les perspectives manquent parce que manque l'organisation qui pourrait les dégager. Et cette organisation qui permettrait enfin à la classe ouvrière polonaise de se centraliser, c'est votre tâche, ouvriers, travailleurs polonais.

C'est une tâche aussi urgente au même titre que la constitution de conseils ouvriers. C'est certainement une tâche qui rend très difficile les conditions dans lesquelles sont placés les travailleurs polonais: l'isolement créé par la bureaucratie, les répressions, qui, n'ayant pas peur de le dire, risquent de s'abattre sur ceux qui s'engageront dans cette voie. Mais c'est bien ce qui prouve la nécessité et l'urgence de cette tâche.

Le régime dispose de moyens de répression considérables, mais les travailleurs polonais, comme leurs compagnons du monde entier, disposent d'une force encore plus grande finalement, c'est la force de l'avenir, de l'histoire.

Dernièrement les bureaucrates mobilisent toutes leurs forces pour maintenir le vieil ordre social, chez eux, mais également par leurs agences dans les pays capitalistes, les partis "communistes" stalinien de ces pays là.

Dans le "Frelon" nous publions diffé-

rents articles à ce sujet, ainsi que sur la lutte du prolétariat dans le monde entier.

C'est parce que les ouvriers polonais doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls, qu'en Amérique du Sud, en Europe, aux USA, en Tchécoslovaquie, en union soviétique même, leurs camarades ont entamé le même mouvement vers la libération de l'humanité, vers le pouvoir des conseils ouvriers vers la libération des peuples.

Et c'est pourquoi, si l'agence "varsovienne" du Kremlin compte toujours sur son puissant maître, pour lui venir en aide, celui-ci est de moins en moins en état de faire quoi que ce soit.

C'est dans ce cadre qu'on peut placer les dernières "manoeuvres" des disciples stalinien de Varsovie pour "renflouer" le barrage où ils tiennent enfermé le peuple polonais. Mais leurs efforts ont depuis un certain temps des échos de pet mouillé.

.. oOo ..

Si l'on revient plus particulièrement au système en Pologne, à ses méthodes, à ses traits caractéristiques, quelque soit le domaine de l'appareil d'état qu'on étudie, c'est partout la même servilité envers le supérieur, le même mépris pour l'inférieur, la même corruption, les mêmes injustices.

On peut les prendre les uns après les autres, la justice, l'école, les syndicats: ils n'ont qu'un but avoué: défendre à leur façon le système.

Ils prétendent qu'il s'agit du système socialiste, en fait il s'agit de défendre une minorité de profiteurs qu'on voit avec le socialisme que Brejnev avec la défense et l'indépendance, et la liberté des polonais!

Mais revenons sur les "syndicats" car c'est un rouage très important de la machine, et compte tenu des derniers événements, il vaut la peine d'en parler plus longuement.

Les syndicats, instruments dociles pour les directives du parti eux aussi ne sont finalement qu'un appa-

reil de plus aux mains des bureaucrates pour tenter de faire appliquer leurs décisions par les travailleurs

Les dirigeants des syndicats, qui normalement devraient défendre les intérêts et droits des travailleurs, ne sont donc plus que des courroies de transmission des consignes et directives du parti. Comme partout, aucune trace de représentants des ouvriers. Les "permanents" - le terme est adéquat, car ces messieurs ont l'habitude de battre des records de longévité aux postes qu'ils occupent - ne sont que des marionnettes du parti dont ils dépendent, dont ils sont membres, et par qui ils ont été désignés. Les parodies d'élections syndicales qui se déroulent dans les entreprises ne sont là que pour acclamer les candidatures "proposées" (toujours le goût des euphémismes élégants) par le parti.

Malheureusement pour ces soi-disant militants syndicaux, ils n'ont, pas plus que les membres du parti, de crédit auprès des ouvriers. Ils sont eux aussi compromis aux yeux des travailleurs qu'ils sont pourtant censés inciter à réaliser les tâches du plan, avec lesquels les ouvriers n'ont rien à voir, à l'élaboration duquel ils n'ont pas pris part. De surcroît, ce plan ne correspond en rien aux besoins, à la réalité et aux possibilités de l'économie polonaise. Tout cela fait que les ouvriers n'ont aucune confiance, ni dans ce plan, ni dans ceux qui l'ont élaboré.

Si l'on ajoute que les responsables syndicaux vivent comme des pachas, bien à l'abri derrière leurs portes verrouillées, on comprend pourquoi lorsque les travailleurs de Szczecin, pris de colère vont brûler le bâtiment du parti, ils n'oublient pas celui, d'ailleurs tout proche, des syndicats.

Nous avons justement cité dans le dernier "frelon", une lettre de nos lecteurs, ouvriers en Pologne. J'en reproduirai ici un fragment qui témoigne de l'opinion des ouvriers à propos des "militants" syndicaux justement :

"Nous ne parlerons pas des syndicats dans notre pays dont la

tâche essentielle devrait être la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Que peuvent faire les syndicats, alors que les militants de "fonction" qui travaillent dans ces organisations sont membres du parti et représentent en réalité les intérêts de l'appareil du pouvoir, et non des ouvriers.

Les militants syndicaux se sont construits de jolis petits nids confortables et s'y trouvent bien. Ils y vivent agréablement des cotisations, sans rien donner en échange aux ouvriers.

D'ailleurs que pourraient-ils dire? Tout est en fait des oukazes du parti, et les fonctionnaires en poste ont eux aussi une famille qui profite pour ses intérêts particuliers de leur poste, et de leur position."...

Oui les syndicats sont là pour appliquer les "oukazes" du parti, et le militant "de fonction" qui veut faire carrière à intérêt à se tenir strictement à cette règle.

Les syndicats ont d'ailleurs montré plus d'une fois, leur vrai visage de servile auxiliaire du parti, en étalant lors des conflits entre les travailleurs et les bureaucrates leur obéissance soumise à ces derniers et leur mépris des ouvriers et de leurs intérêts.

D'ailleurs pour plus de sûreté, ou plus de clarté, Gierek faisait voter au VIIème congrès des syndicats un statut rendant ceux-ci "dépendants de la ligne politique décidée par le parti". Cette dépendance envers le parti ne date pas bien sûr du VIIème congrès, mais en 1972, de fait, elle est devenue droit.

Encore une fois, c'est la volonté l'aspiration des travailleurs à de vrais syndicats libres et indépendants qui est bafouée. Encore une fois est démontrée la nécessité pour

les travailleurs de se saisir de leur sort, d'élire leurs délégués, leurs vrais représentants, de constituer leurs conseils. (*1)

— oOo —
Récemment le régime de Gierek, qui se sent gravement atteint, se raccroche à toutes les branches.

Il a un besoin vital—dixit Jaroszewicz, le premier ministre,—de "rentabiliser l'économie". Entendez de faire travailler plus les ouvriers, pour le même salaire. Pour ce à grands fracas de titres dans la presse, de reportages à la télévision, il remet en marche le vieux disque de l'émulation au travail.

Mais les ouvriers connaissent la chanson, elle a un relent de "resservi" et dans la bouche d'un Jaroszewicz, qui passe pour l'un des hommes les plus riches de Pologne, elle sonne légèrement "faux".

D'autant plus que la forme de résistance des ouvriers au régime pour l'instant est justement de travailler—piano, piano—, de fournir une production de basse qualité.

Si l'on en croit le bulletin intérieur du parti N° 36 d'octobre 77:

"La pénurie de certains articles sur le marché a entre autres pour cause le fait que durant les huit derniers mois (de 77—NDLR) 125 entreprises industrielles n'ont pas rempli le plan."

"Une autre cause est que la qualité de nombreux produits est bien trop basse, de plus on observe qu'augmente le nombre des produits bons à mettre au rebut, 85% pour le premier trimestre, 2,07% pour le second."

Ces belles phrase sur "l'émulation socialiste" n'enthousiasment plus personne, car dans le climat d'extraordinaire corruption, de combines, de passe-droits, de pots de vin, régnant aujourd'hui en Pologne, elles sonnent particulièrement creux.

Qui pourrait y croire alors que justement toutes les valeurs morales se ramènent actuellement au terre-à-terre : Combien? et il faudrait même ajouter pour les plus combinards:

(*1) au moment où nous imprimons est connue l'initiative de fondation d'un syndicat indépendant à Katowice et en URSS à Moscou. Un prochain numéro reviendra particulièrement sur cette question.

combien de dollars?

Qui pourrait y croire? quand le dollar devient presque officiellement la valeur de référence, de vente et d'achat? Quand le fait de posséder ces dollars témoigne d'une grande "débrouillardise", et en quantité importante, le summum de la révéssite sociale.

Qui peut y croire? Quand il suffit de passer au guichet avec sa liasse de petits billets verts, pour emporter aussitôt, ou presque, la voiture, que d'autres attendent plusieurs années, ou obtenir en un temps record la clé de l'appartement de coopérative dont des familles entassées à trois par pièces attendent huit ans à peu près l'attribution. La corruption est partout; Dans les petits faits quotidiens, comme obtenir la sympathie de la bouchère grâce à une petite boîte de chocolats, ou savoir remercier par une petite enveloppe le médecin qui vient de signer une reconnaissance d'invalidité, et donc à la pension qui en découle; mais elle est infiniment plus développée au niveau des fonctionnaires ayant de hautes responsabilités. Pour ne donner qu'un exemple, le sous-ministre ou le haut fonctionnaire chargé d'aller négocier un important contrat à l'étranger avec une firme capitaliste, n'oublie jamais de faire parvenir à celle-ci "l'estimation de la petite commission" qu'il s'octroie, avec bien sûr son numéro de compte en Suisse.

Ces quelques exemples ne sont malheureusement pas uniques en leur genre, les variantes en sont très très nombreuses.

Ce qu'on peut retenir, c'est qu'en Pologne, aujourd'hui pour vivre décemment, il faut combiner d'une façon ou d'une autre.

Mais de même qu'on ne peut mettre en parallèle le pauvre type affamé qui vole un saucisson à l'étalage, avec le riche trafiquant de drogue; on ne peut comparer "la combine" du polonais moyen, obligé de se procurer

par "un copain" de la peinture pour reprendre sa maison, introuvable dans le commerce, ou qui, comme le rapporte Polityka N° 5 de 78, dans un article "A propos de chaussures", vole une porte quelconque de son entreprise pour en faire des cages pour ses lapins, avec par exemple le président du syndicat d'une région qui utilise son poste pour "arranger" des affaires très lucratives.

La règle générale est que, plus on monte, plus "la combine" est répandue, plus elle est choquante.

Dans une telle atmosphère évidemment l'appel à l'émulation au travail, fait qui plus est par "l'auteur", officiellement, de la proposition de hausse des prix en juin 76, n'était pas promu à beaucoup d'avenir.

— 000 —

La conférence sur l'émulation au travail a eu lieu en décembre. Si on en croit le "camarade" premier secrétaire à la III^{ème} Conférence Nationale du P.O.U.P. le problème n'avait pas évolué.

Cette conférence a assez fait couler d'encre en Pologne, avant, pendant, après; la radio, la T.V. ont fait assez de bruit autour pour qu'on s'y attarde un peu.

Qu'est-ce qu'une conférence nationale du parti? Jusqu'à présent le parti ne la convoque que dans les occasions extraordinaires, dans les moments graves, où la tension sociale est particulièrement intense. La première conférence s'était réunie rappelons-nous en 1971, on sait à l'époque, à la suite de quels événements.

Tout portait à croire, la publicité qui lui était faite à l'avance, la façon dont la propagande du régime la présentait, qu'elle allait être amenée à prendre de graves décisions, ou pour le moins à débattre des graves questions se posant au régime aujourd'hui: La hausse des prix, si nécessaire pour elle, mais que la force, la combativité, la détermination de la classe ouvrière ne lui permet pas de réaliser ouvertement. En effet même si la valse des étiquettes est à peine déguisée, même si la ménagère sait en ouvrant son porte-monnaie, que le billet de 100 zlotys qu'elle en tire fond bien plus vite qu'avant, presque sans qu'on

s'en rende compte (à ce sujet nous avons présenté dans le dernier numéro une lettre évaluant les dépenses d'une famille ouvrière moyenne), même, même... Mais cela n'est pas suffisant, Gierek est bien payé pour le savoir.

Or qu'est-il arrivé?

"De tous les coins de Pologne" sont arrivés des délégués triés sur le volet, comme d'habitude, mais où les quelques potiches, vraiment ouvriers ou paysans, étaient encore moins nombreuses que d'habitude, si l'on en juge d'après la liste des délégués qui ont pris la parole.

De même, la radio annonçait avec fierté (hélas), que plus de la moitié des délégués l'avaient déjà été au VIII^{ème} congrès du POUP, ce qui reflète combien l'appareil est figé face au danger grandissant. Un rien peut tout bouleverser.

Evidemment il ne fait aucun doute que ces délégués qui n'ont pu se retenir dans un enthousiasme touchant de spontanéité, mais au signal de la claque, de scander le discours du premier secrétaire du C.C. de: "Vive le parti", "Vive Gierek", étaient prêts à voter tout ce qu'on aurait bien voulu leur ordonner.

Et l'opinion émise communément était que "comme toujours, la décision qui devait être prise, l'avait déjà été" (à la précédente réunion du comité restreint du bureau politique NDLR).

Ce qui est donc justement significatif de la situation en Pologne, c'est que ces délégués, sur la façon dont ils ont été "démocratiquement" désignés, personne ne se faisant la moindre illusion, on ne leur a RIEN ordonné du tout.

La montagne a accouché d'une souris. Ils n'ont même pas pu, ou osé faire adopter l'ombre d'une élaboration d'un projet à discuter dans les Assemblées de l'Autogestion Ouvrière par exemple, selon la formule consacrée, pour prendre l'avis de la population.

Cela n'a évidemment pas gêné les

journalistes, toujours pleins de zèles envers leur employeur, de vanter, la conférence terminée, la profondeur des débats, et l'importance des questions soulevées. Mais cela c'est l'art de ces plumitifs à délayer leur prose dans le vide, baptisant cela de "tâche la plus..."

Le fiasco est donc total. Selon la bonne blague de Jacek, le "toto" polonais, sur "l'apport de la 11ème conférence nationale", question que lui pose l'institutrice - Toto hésite, un camarade lui souffle "de la...!", et l'institutrice, sévère, reprochant: "-on ne souffle pas. Toto va réfléchir et il trouvera tout seul la réponse) avec lui on peut qualifier sans hésitation, les travaux de la conférence.

Mais l'essentiel est ailleurs. Vont-ils encore longtemps organiser leurs petites comédies de débats creux, de réunions aussi vaines que coûteuses? Les conférences sont toutes organisées dans un déploiement de faste et de flons flons, et c'est encore de la poche de l'ouvrier qu'on tire les fonds nécessaires.

CELA SUFFIT! Il faut mettre fin au gaspillage, aux réunions inutiles dont le résultat depuis tant d'années est le même que celui si joliment défini par Jacek.

Ils se réunissent à "huis clos", durant trois jours, occupent les hôtels écumant les restaurants et bars de la capitale, dépensent sans compter en bouteilles etc.. sur le compte des "frais de délégation", tout cela pour s'auto-octroyer quelques formules réconfortantes, se décerner deux ou trois compliments glorificateurs, pleurer sur les manques encore existants dans la construction de logements et l'approvisionnement, promettre une amélioration pour le plan quinquennal suivant.

Puis ils rentrent dans leurs villas douillettes, la tête un peu lourde d'avoir abusé encore une fois du champagne et du cognac?

Que peut-on dire de plus concret en guise de conclusion à propos de cette conférence? Tout simplement qu'on sent derrière les paroles de Gierek, une inquiétude pour l'avenir...

Au cours de cette conférence, il a

diplomatiquement défini quels sont selon lui, "les défauts de la classe ouvrière polonaise":

"...Nous aurions pu accélérer le développement de l'économie dans de nombreux domaines, si nous avions pu diminuer les pertes que nous subissons à cause de l'insouciance, du gaspillage de temps de matières premières, de machines et d'argent, à cause de la corruption et..de l'alcoolisme!"

Et plus loin, accusateur:

"...C'est le lourd héritage des difficiles périodes que notre société a dû traverser."

"...53% de la population polonaise n'a connu ni les capitalistes ni les propriétaires fonciers d'avant-guerre. 12% n'avaient pas sept ans, à la fin de la 11ème guerre mondiale. 12,8% étaient adolescents. Le reste, les 23,2%, ce sont des vieillards, des retraités. Qui a donc inculqué à la société polonaise de si vilaines habitudes?" (*1)

Cette conférence, soi-disant historique, mais incapable de prendre aucune initiative, de fait, reflète bien la situation actuelle du régime bureaucratique aujourd'hui en Pologne

Il faut en finir avec ces bureaucrates, usurpateurs, qui se font passer pour les représentants du "pouvoir populaire"; ..., volent, condamnent, censurent, et emprisonnent.

Ils ne représentent que leurs étroits intérêts, c'est un corps étranger qui ronge la société polonaise. Il faut s'en débarrasser à jamais. La classe ouvrière est capable de secréter des anti-corps, ce sont les Conseils Ouvriers, les organes du pouvoir des travailleurs, où sont élus les vrais représentants des travailleurs, choisis par eux, et par eux mandatés, responsables devant eux et révocables à tout moment par eux.

ASSEZ des mensonges bureaucratiques sur le soi-disant bien-être, ASSEZ de la dictature d'une minorité de membres au parti sur la majorité de la nation. CONSTITUTION DE CONSEILS OUVRIERS SOUVERAINS, centralisés à l'échelon national. C'est VOTRE TÂCHE, ouvriers, travailleurs polonais! Une tâche, bien sûr difficile, mais indispensable!

(*1): extraits d'un article sur la Pologne dans le N°839 d'informations ouvrières

"LE SOCIALISME" A LA GIEREK!...



le combat des travailleurs dans le monde entier

Robert Melville

B.D.I.C

Dans la lutte qu'ils mènent pour la justice et pour la liberté, pour la démocratie socialiste, contre les satellites polonais de la bureaucratie du Kremlin, alliés et agents du capitalisme mondial, les travailleurs polonais, les ouvriers, les paysans, la jeunesse étudiante ne sont pas seuls. Une solidarité naturelle a toujours uni les peuples en lutte contre leurs oppresseurs. Friedrich Engels, le compagnon de Karl Marx, rappelait déjà comment en 1794, l'insurrection de Kosciuszko vint donner la main à la révolution française en frappant dans le dos la coalition féodale rassemblée contre la Convention. Soixante-dix ans plus tard, Karl Marx fit de la lutte pour l'indépendance de la Pologne contre la barbarie tsariste une tâche centrale de l'Association Internationale des Travailleurs, la première internationale. En 1871, c'est le révolutionnaire polonais Dombrowski qui dirigeait les forces armées de la Commune dans la lutte contre Versailles.

Ce sont là quelques exemples parmi des milliers de la solidarité internationale des peuples, des travailleurs.

N'oublions jamais que, pour assurer en Russie, contre les travailleurs du monde entier, la dictature policière, terroriste des bureaucrates, Staline a dû entre autres dissoudre en 1937, le parti communiste polonais, assassiner tout son comité central, enfin, pour complaire aux capitalistes, dissoudre l'Internationale communiste fondée par Lénine et Trotsky, pour servir d'instrument aux travailleurs du monde entier dans leur combat pour la révolution socialiste universelle.

Sans ces crimes de Staline, ni Bierut, ni Gomulka, ni Gierek n'auraient jamais pu s'installer au palais du gouvernement à Varsovie.

Les exploiters, les oppresseurs, savent s'unir contre les travailleurs et les peuples. Les travailleurs doivent en tirer l'enseignement. Ils ne

peuvent vaincre qu'en reconstruisant l'Internationale ouvrière, instrument d'union et de combat des travailleurs du monde entier, dont la lutte s'élève aujourd'hui plus haut que jamais dans le passé.

Capitalistes et bureaucrates ont beau vouloir voler au secours de Gierek, ils ne peuvent concentrer toutes leurs forces contre les travailleurs en Pologne; ils doivent au même moment se retourner pour faire face aux travailleurs de leurs propres pays.

En menant leur propre combat, les travailleurs de l'ouest et de l'est viennent ainsi en aide aux travailleurs polonais. En résistant par tous les moyens aux plans rapaces et féroces des satellites polonais du Kremlin, les travailleurs polonais, de leur côté, viennent en aide aux travailleurs du monde entier.

- oOo -

Le chef de l'impérialisme mondial le président Carter, est venu à Varsovie pour tenter d'étayer le régime branlant de Gierek. A ceux qui pouvaient avoir l'illusion de voir en lui le défenseur des droits de l'homme, il a répondu catégoriquement que l'oppression du peuple polonais par les bureaucrates russes et leurs agents polonais n'était pas son affaire. Puis il est rentré chez lui, où il a eu les mains pleines avec les mineurs de charbon des Etats-Unis en grève depuis deux mois.

Pourquoi ces 160.000 mineurs étaient-ils en grève?

Leurs patrons leur avaient pourtant cédé de nombreux avantages matériels: 37% de hausse de salaire en 3 ans, l'augmentation des fonds de sécurité sociale et de retraites, des avantages supérieurs à ce qu'avait obtenu n'importe quelle autre corporation de travailleurs américains. Mais en échange, les patrons, avec la complicité des dirigeants du syndicat des mineurs aux Etats-Unis, vou-

laient interdire aux mineurs de faire la grève lorsqu'ils le décideraient eux-mêmes. Ils voulaient que le syndicat, pour l'avenir, s'engage à frapper tout gréviste d'une amende de 20 dollars par jour et lui supprimer la sécurité sociale.

Alors le 10 février plusieurs centaines de mineurs en grève ont envahi le siège du syndicat à Washington, ils ont obligé le conseil du syndicat à rejeter l'accord par 33 voix contre 3.

Trois semaines plus tard, Carter et les patrons faisaient de nouvelles propositions, en retrait sur les précédentes, mais qui ne rétablissent pas entièrement les droits des mineurs aux soins gratuits, et donnaient encore aux patrons la possibilité de sanctionner les grévistes.

Le 4 mars, les mineurs ont repoussé ces propositions à une majorité écrasante. Carter a alors eu recours à la loi réactionnaire Taft-Hartley, adoptée en 1934 pour empêcher le développement des syndicats industriels, afin de réquisitionner les mineurs. A l'heure où nous écrivons, ceux-ci ont fait savoir qu'ils n'obéiraient pas à la réquisition.

— oOo —

Si Carter jette un coup d'oeil aujourd'hui sur n'importe quelle partie du monde, ce qu'il y voit n'est pas plus encourageant pour lui.

Les dictatures que l'impérialisme américain soutient à coups de milliards de dollars en Amérique du Sud ont beau réprimer, torturer, massacrer, les travailleurs se dressent toujours plus puissamment contre celles-ci.

Pourtant cependant les partis, prétendument "communistes" aux ordres du Kremlin trahissent les travailleurs et soutiennent les dictateurs. Mais les travailleurs n'en développent pas moins leur combat.

C'est ce qui vient par exemple de se manifester avec éclat au Pérou. A Chimbote, ville de 200 000 habitants, dans l'usine métallurgique de Sider-Peru, où les travailleurs ont une longue tradition de combativité, ils viennent de terminer victorieusement une grève de 52 jours.

Le 6 décembre 1977, ils s'étaient engagés dans une grève illimitée pour défendre la clause d'échelle mobile des salaires qui entraînait un réajustement automatique de leurs salaires en fonction de la hausse des prix et le droit des travailleurs qualifiés à recevoir le salaire correspondant à leur qualification.

Ils s'étaient donnés l'organisation correspondant aux besoins de la grève: assemblée générale quotidienne, élections de délégués par atelier. Puis s'est organisée la solidarité de la population de la ville avec les grévistes: comités de quartiers, assemblée populaire rassemblant le 28 décembre les représentants de l'usine des autres organisations syndicales de la ville et délégués de quartier.

L'assemblée populaire décida une grève générale de tout le département de Chimbote, grève qui devait culminer les 23 et 24 janvier au moment même où était prévue une grève générale de tous les travailleurs péruviens décidée par la centrale syndicale du Pérou.

Or le 20 janvier les dirigeants stalinien de cette centrale syndicale se jetant dans les bras du dictateur militaire du Pérou, Morales Bermudes, annulaient la grève générale.

Les travailleurs de Sider-Peru n'en décidaient pas moins d'appeler à une grève départementale de trois jours à partir du lundi 23. Le gouvernement militaire avec l'appui des stalinien, décrétait l'état de siège dans la région de Chimbote. Des unités de fusiliers marins en tenue patrouillaient dans la ville. La grève n'en fut pas moins effective les 23 et 24 janvier à Chimbote dans tous les secteurs essentiels. Le gouvernement dut reculer.

Si du fait de la trahison des stalinien, les travailleurs de Sider-Peru, n'ont obtenu qu'une partie de leurs revendications, c'est avec la conscience d'avoir remporté une victoire politique qu'ils ont repris le travail le 27 janvier, après avoir traversé la ville en cortège, applaudis par la population qui scandait,

à leur passage: "Vive le peuple de Chimbote!"

— oOo —

Le shah d'Iran, le sanglant dictateur, a été accueilli à bras ouverts par Gierek l'été dernier à Varsovie. Et le président Carter lui a décerné un brevet de défenseur des droits de l'homme.

Auparavant Léonid Brejnev l'avait reçu en triomphateur à Moscou. Des syndicats policiers créés par la SAVAK, la sinistre police politique du tyran, prétendent s'imposer aux travailleurs. Le parti stalinien, le Tudeh soutient ces syndicats policiers. Mais la résistance du peuple s'étend:

170 000 étudiants ont fait grève pour exiger la libération des prisonniers politiques et la fin des tortures. Et le 18 et 19 février, des émeutes se sont produites à Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan, annexé par l'Iran. Par milliers, jeunes et ouvriers ont manifesté contre la dictature et contre l'oppression de leur peuple d'Azerbaïdjan par le dictateur de Téhéran. La répression de l'armée et de la police a fait des centaines de morts, mais elle n'a pu briser la volonté du peuple d'en finir avec le régime du shah, de Carter, de Brejnev et de Gierek.

— oOo —

C'est cependant en Europe, à l'est, comme à l'ouest, que la lutte des travailleurs se développe le plus.

A Moscou où 43 ouvriers et ingénieurs ont rendu publics les statuts du "syndicat libre" dont ils avaient annoncé la création en janvier. Ils se réclament de la déclaration des droits de l'homme des Nations Unies, article 23, paragraphe 4 (sur le droit de fonder des syndicats). Ils ont rendu publique une liste de 110 membres du "syndicat libre" et annoncé qu'il y en avait déjà plus de 300.

Les statuts datés du 1er février précisent que tout ouvrier ou employé soviétique "dont les droits et intérêts sont lésés illégalement par les organes administratifs du parti et de la justice" peut adhérer au syndicat libre. Les 43 travailleurs ont adressé une "lettre ouverte à l'Organisa-

tion internationale du travail et aux organisations syndicales des travailleurs des pays occidentaux", dans laquelle ils déclarent être "obligés de demander leur aide morale et matérielle". "Tous nous avons été licenciés pour avoir dénoncé des abus et critiqué les directeurs des entreprises où nous travaillions" expliquent-ils.

Agés de 35 à 45 ans, ils indiquent qu'ils "sont privés de travail depuis un à cinq ans".

Leur principal porte-parole Vladimir Klébanov, âgé de 46 ans, ancien mineur du bassin du Donetz, a déjà passé 4 ans et demi dans un hôpital psychiatrique. Il a de nouveau été arrêté le 7 février à Moscou, et sa famille est sans nouvelles de lui depuis cette date. Il serait interné à l'hôpital psychiatrique de Donetz en Ukraine. D'autres dirigeants du syndicat libre, ont été également arrêtés.

— oOo —

En Tchécoslovaquie, Listy, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque a publié une première liste de 114 personnes privées de toutes ressources par la bureaucratie, pour avoir signé la "Charte 77" et combattu pour les libertés démocratiques.

Ils ont fait appel à la solidarité internationale des travailleurs et des syndicats de l'ouest.

En France des travailleurs et des syndicats commencent à répondre à cet appel à la solidarité. Dans un appel Marc Blondel, secrétaire général de la Fédération des employés et cadres Force Ouvrière, Louis Astre, membre du secrétariat national de la F.E.N., Martine Debat, militante de la C.G.T. déclarent qu'ils prennent la responsabilité de lancer une campagne de mobilisation de l'opinion publique démocratique et ouvrière: "Nous appelons tous les travailleurs, militants et jeunes, à exiger des autorités tchécoslovaques qu'elles cessent la répression. Nous irons porter vos signatures à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris. Nous vous appelons tous à souscrire massivement. Nous prendrons toutes les dispositions légales pour que ces fonds soient

transmis aux combattants de la liberté et à leurs familles".

Le 23 mars 78 la C.A. de la F.E.N. décidait le lancement d'une campagne de solidarité financière aux travailleurs tchécoslovaques privés d'emploi, prenant en charge d'ores et déjà dix d'entre eux.

— oOo —

En Roumanie, le dernier numéro du Frelon a rapporté la lutte héroïque menée par les mineurs de la Cluj, contre la bureaucratie de Ceausescu, l'ami de Brejnev et de Carter. Comme le montre l'interview d'un ouvrier roumain que nous publions dans ce numéro en polonais, et tirée du journal Informations Ouvrières, N° 840, la lutte des travailleurs roumains contre leurs oppresseurs, se poursuit et s'étend.

— oOo —

Cependant partout en Europe de l'ouest, les travailleurs et la jeunesse développent leur combat contre les capitalistes. Et partout, les dirigeants des partis "communistes" - lisez - stali-niens, montent la garde devant les capitalistes, s'efforcent par tous les moyens de sauver leurs régimes en crise, y compris, les plus réactionnaires.

Ainsi en Italie, Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.T italienne et l'un des principaux dirigeants du parti "communiste" italien a déclaré le 24 janvier:

"Nous affirmons que les entreprises en crise sont en droit de licencier. Imposer aux entreprises un excédent de main d'oeuvre serait une politique suicidaire..." (...) "Jusqu'à présent nous fixions un certain niveau de salaire et d'emploi et nous demandions à l'économie de s'y adapter. Eh bien il faut être honnête, c'était une sottise. Dans une économie ouverte, les variables sont toutes dépendantes les unes des autres. Ainsi pour faire baisser le chômage, l'amélioration des conditions de vie des travailleurs doit passer au second plan. La politique des salaires devra être très serrée au cours des prochaines années".

"Ces paroles nous réchauffent le coeur". Ont déclaré aussitôt le gouverneur de la Banque d'Italie et les représentants les plus autorisés des

grands patrons.

MAIS les travailleurs italiens eux, ne sont pas prêts à se serrer la ceinture et à accepter la misère pour sauver les profits des capitalistes.

200.000 métallurgistes ont manifesté à Rome le 2 décembre contre le chômage et pour leurs salaires.

— oOo —

En Espagne, le parti "communiste" de Santiago Carrillo est le plus sûr appui du roi Juan Carlos à la tête d'une police et d'une armée qui sont celles-là mêmes de Franco, cependant qu'on envoie en prison ceux qui crient: "Vive la République"!

Carrillo et ses complices soutiennent la mise en place de comités d'entreprises qui n'ont d'autre but que de remplacer les "syndicats verticaux" du fascisme pour "encadrer" les travailleurs et leur faire accepter la misère et le chômage.

Mais encore une fois les travailleurs ne sont pas prêts à les suivre. La CNT, la grande centrale syndicale anarchiste, a appelé à boycotter les élections et ces comités d'entreprises et, en Catalogne, moins de 15% des travailleurs ont participé à ces élections.

— oOo —

En Allemagne de l'ouest elle-même ce pays, que naguère la presse des capitalistes donnait en exemple pour sa stabilité et la "sagesse" des ouvriers, à l'heure où nous écrivons, les travailleurs du livre sont en grève générale contre la menace de déqualification et de licenciements en masse que font peser sur eux les patrons à l'occasion de l'introduction des nouvelles techniques de l'imprimerie fondées sur l'électronique.

Si les patrons répondent par le lock-out, c'est toute la centrale syndicale allemande qui se solidarisera avec les travailleurs du livre et assurera leur salaire, aussi longtemps que devra durer la grève. Et mardi prochain 7 mars ce sont les 2 seuls millions de syndiqués du plus puissant syndicat d'Europe, celui des métaux d'Allemagne de l'ouest qui se

prononceront par un vote, dont à moins d'une capitulation de dernière heure des patrons, le résultat n'est pas douteux, pour une grève générale illimitée pour leurs salaires et leurs droits acquis.

— oOo —

Mais c'est particulièrement vers la France que se tournent aujourd'hui tous les regards, vers la France où au premier tour des élections législatives, le 12 mars, très certainement la majorité des électeurs va se prononcer pour les candidats des deux partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, le PCF et le PSF.

Vers la France où au moyen d'une campagne acharnée, sans précédent, de division, menée par le parti communiste français contre le parti socialiste, le PCF s'efforce pour complaire à Moscou de sauver la majorité réactionnaire de Giscard-Barre-Chirac, et le régime réactionnaire anti-démocratique de la Vème république.

Ainsi, ... le premier secrétaire du PS, François Mitterrand s'est engagé à ce que dans toute circonscription où le candidat du PCF obtiendra plus de voix au premier tour que celui du PS, le candidat du PS se retirera et le parti socialiste appellera à voter pour le candidat du PCF.

Mais le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, en plein accord avec le Kremlin, se refuse de prendre le même engagement, si c'est le candidat du PS qui arrive en tête au premier tour. Ainsi si le candidat du PC ne se retire pas, c'est un réactionnaire qui risque de passer au second tour, grâce à cette politique approuvée par le Kremlin et son ambassadeur à Paris Tchervonenko, lequel ne se cache pas qu'il souhaite la victoire de Giscard et la défaite des partis ouvriers.

En même temps qu'il refuse de s'engager à se désister pour les candidats socialistes là où ceux-ci auront le plus de voix, au premier tour, le PCF retire ses candidats dès le premier tour dans certaines circonscriptions pour appeler à voter pour des réactionnaires gaullistes comme le général Binoche à Nice.

A l'appel de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IVème internationale) des dizaines de milliers de travailleurs, y compris par centaines des militants du PCF, ont signé une lettre ouverte au comité central du PCF, lui demandant de prendre l'engagement de désistement mutuel qu'a déjà pris le PS, afin d'assurer une majorité de députés PC-PS à l'assemblée nationale et la constitution d'un gouvernement PC-PS sans ministres capitalistes.

Des milliers de comités auxquels adhèrent des militants de toutes tendances se sont constitués. Des milliers de délégations se rendent auprès des permanences locales et régionales, auprès des candidats du PCF pour leur demander de cesser de diviser les travailleurs face à la réaction.

Le 4 mars a eu lieu le Rassemblement des Délégués pour le désistement qui a élu 16 délégués comprenant des militants du PC, du PS, de l'OCI et des non-organisés. Cette délégation s'est rendue au siège du PC pour exiger immédiatement l'engagement de désistement. La délégation qui avait pourtant annoncé l'heure de son arrivée a trouvé portes closes. Le militant du PC de garde s'est contenté de constater "Ah! C'est la délégation". Puis il a dit qu'il n'y avait personnel, que tous les dirigeants étaient à des meetings en province.

Le rassemblement a adopté une résolution appelant à continuer la lutte pour réaliser l'unité des travailleurs, pour le désistement en faveur du candidat ouvrier le mieux placé au premier tour, pour chasser les partis et la coalition réactionnaire de la Vème république.

— oOo —

Au moment où les lecteurs du Fre-lon liront ces lignes, ils connaîtront le résultat des élections françaises. Mais quels qu'ils soient, une chose est certaine, la Vème république fondée par DeGaulle vit ses derniers moments, s'annoncera une crise révolutionnaire qui ébranlera l'Europe.

Mais il ne suffit pas que dans le monde entier les travailleurs combattent leurs ennemis. Il ne suffit pas que leur solidarité de fait s'exprime par leur combat. Il faut encore qu'elle s'organise. Il faut reconstruire l'Internationale ouvrière, instrument de leur victoire finale.

Quels devront être le programme, les principes de la nouvelle internationale

le? Comment devra-t-elle renouer le fil de la continuité révolutionnaire avec ses précédentes?

Le Frelon se propose dans ses prochains numéros d'ouvrir la discussion sur ces problèmes fondamentaux pour les travailleurs polonais comme pour leurs frères du monde entier.

_ le 10 mars 1978 _

PROGRAMME DU FRELON

Nous donnons les treize points suivants de notre programme pour l'orientation de nos lecteurs. Dans les prochains numéros nous nous proposons de les développer, point par point, plus largement.

- 1- La liberté du pays.
- 2- La destruction du monopole du P.O.U.P. qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au P.C.U.S.
- 3- L'évacuation par l'armée du Kremlin du territoire polonais.
- 4- La dissolution des forces répressives de la milice -MSW-dépendant du ministère de l'intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et staliniennes du KGB.
- 5- Les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni aucune autorité administrative ou gouvernementale.
- 6- Le droit de grève (garanti par la Constitution).
- 7- La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution)
- 8- Liberté de la presse, de la radio, de la T.V., la suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettre et écrivains.
- 9- La constitution de conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.
- 10- Le changement de la procédure des élections au parlement. Le parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du Comité Central du POU.
- 11- La garantie constitutionnelle que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO, n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.
- 12- L'autonomie des universités et des écoles supérieures (que garantit la Constitution).
- 13- L'annulation des accords avec l'U.R.S.S., traités nuisibles à la Pologne -(entre autres, les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam).

LA LIGNE DE DEMARCATIION

B.D.I.C

Świet

La situation régnant en Pologne, particulièrement dans le milieu ouvrier, amène un de nos compagnons, ancien membre de l'A.K. (*1), ancien militant du P.P.S.-le Parti Socialiste Polonais-ayant pris part à l'insurrection de Varsovie (*2) à certaines réflexions qui nous ont paru intéressantes pour les lecteurs du "Frelon". Nous les publions donc en invitant tous nos lecteurs à la discussion et à la polémique sur cette question.

La question la plus importante aujourd'hui dans les milieux ouvriers face aux pressions et tentatives de chantage et corruption utilisées très souvent par les apparatchiks du parti, des "syndicats" ou de la police, c'est celle de la SOLIDARITE.

Toute la force des travailleurs réside dans une forme de solidarité qui doit être raisonnable et la meilleure possible.

Lorsque l'un d'entre nous est licencié ou bien relégué à un poste inférieur pour sa "grande gueule", pour avoir eu le courage d'énoncer à haute voix ses convictions, ne faisons pas comme si de rien n'était.

Aujourd'hui, lui, demain ce sera toi

Mais d'autre part ne torpillons pas systématiquement le travail et la production. Si nous voyons que sont entrepris des efforts en faveur de la bonne entente, de la compréhension, du respect de nos conditions de travail, et de notre existence quotidienne, reconnaissons-le. Il y a tout de même en Pologne des gens qui travaillent à la direction administrative ou technique, qui voient ce qui se passe, et tentent d'aller au devant de nos revendications et de nos soucis.

Il ne me semble pas juste de distinguer catégoriquement dans les entreprises, les usines ou les chantiers

navals, entre la masse des ouvriers d'une part, et les techniciens, le personnel de surveillance, et autres travailleurs intellectuels de l'autre.

Je ne crois pas qu'il faille ainsi trancher ou diviser, d'autant plus que parfois la ligne de démarcation ne passe pas entre la classe ouvrière et la "direction" au sens large, ou plutôt au sens strict de ce terme.

N'oublions pas notre programme "en 13 points" et donc que cette ligne de démarcation passe entre la pression et l'exploitation par l'union soviétique d'un côté, et de l'autre les intérêts de tous les travailleurs polonais -(exceptés les agents soviétiques)- C'est un thème très large, mais reste la pensée fondamentale: la nécessité de la solidarité ouvrière.

La seconde question de poids, c'est le souci de la MORALE, le souci de créer une atmosphère condamnant les opportunistes, les cyniques arrivistes que nous rencontrons tous les jours au travail ou ailleurs.

Il faut savoir ce qui est bien et ce qui est mal, ne pas se laisser entraîner au "léchage" ni à la délation; comprendre à fond qu'il nous faut aider les gens autour de nous. Un correspondant de Pologne écrit:

(*1): A.K. Armia Krajowa, armée intérieure, une des grandes forces de résistance aux forces hitlériennes occupait la Pologne.

(*2): A l'approche de l'armée soviétique, le 1er août 44, éclate l'insurrection de Varsovie, pour chasser le reste des troupes hitlériennes encore dans la ville. Mais l'armée rouge stoppa brusquement son avance, de l'autre côté de la Vistule, ce qui permit à l'armée hitlérienne d'envoyer des renforts pour écraser les insurgés qui capitulèrent le 2.X.44. A la suite d'atrocités combats et représailles, lorsque l'armée rouge prend possession de la ville le 17.I.1945 il ne reste que cendres et décombres.

"la pire malédiction qu'on puisse lancer en Pologne populaire, c'est: Puisse-tu vivre sans aucunes relations!".-Et par là il exprime sa peur devant un processus qui se dessine: l'homme devenant un loup pour l'homme. Combattons contre cela. La morale quotidienne, c'est aussi notre arme contre la dictature et la corruption répandue par la bureaucratie soviétique et ses agents en Pologne.

Enfin en ce qui concerne nos relations avec les autres milieux sociaux que ce soit les courageux critiques issus de l'intelligentsia, les militants paysans ou des groupes catholiques dignes d'un véritable respect, combattons solidairement et lorsque c'est nécessaire, ne rejetons pas les actions communes, même si parfois on a quelques doutes sur les "tournants" "pris sur le tard" par les uns ou les autres.

Car finalement, l'homme n'est pas une bête; il pense et peut changer d'opinion... Et ce sont éventuellement des alliés de seconde ligne.

Ceux qui comptent avant tout, les plus courageux, c'est nous, car théoriquement la Pologne populaire, c'est notre état, l'état ouvrier; il faut donc essayer de concilier la théorie et la pratique dans la vie quotidienne

Et là j'en arrive au point final de mes réflexions. Il faut se concentrer sur la meilleure façon d'utiliser les possibilités qu'offrent les institutions déjà existantes.

Je pense par exemple aux Conférences de l'Autogestion Ouvrière (*1) et aux organisations syndicales. En fait

je reviens au point de départ, la solidarité et l'action commune pour que les meilleurs d'entre nous, ceux qui ne sont pas corrompus, entrent dans ce tiers (*2) des Conférences de l'Autogestion Ouvrière qui doit être élu par l'ensemble des ouvriers de l'usine ou de l'entreprise, pour que les vrais représentants des ouvriers trouvent place dans les syndicats et qu'ils y deviennent les représentants de l'opinion ouvrière, des intérêts et justes exigences des travailleurs, et non pas ce que le sommet de l'appareil des syndicats, conformément au désir des sommets du parti clame: "syndicats - école du communisme".

NON! Les syndicats et les Conférences de l'Autogestion Ouvrière doivent être les défenseurs des intérêts des ouvriers.

Pour y arriver: Agissons avec patience et courage.

Renforçons dans ce sens la participation réelle des travailleurs à la vie quotidienne.

C'est ce qui doit être notre pain quotidien, notre combat.

*

*

*

(*1) K.S.R: Conférences de l'Autogestion Ouvrière, dans la composition desquelles entrent: le parti, les syndicats officiels, l'organisation de jeunesse, et ce qui est appelé "les délégués du personnel", qui actuellement sont le plus souvent les chefs, les directeurs... en tous cas tous les candidats sont "triés" par le parti.

(*2) Ce tiers concerne justement les prétendus "délégués du personnel", dont nous venons d'exposer (cf-*1) la véritable nature.

Riwarez

Le dernier article du cycle "l'opposition intellectuelle et la classe ouvrière" se terminait sur la question, -"Pourquoi le Comité d'Autodéfense sociale, ex Comité de défense des ouvriers, et les autres organisations de l'intelligentsia et des étudiants sont-elles encore élitaires? Pourquoi n'ont-ils pas dans leur programme une plateforme pour rallier dans leurs rangs l'intelligentsia des techniciens, les économistes, et autres professions spécialisées?" Est-ce que seuls les écrivains et les historiens ou les juristes appartiennent à l'avant-garde intellectuelle?

"Manquent les individus courageux, ou bien existe-t'il d'autres raisons aux problèmes de "croissance" de cet "enfant" face aux difficultés et aux combats qui l'attendent dans la vie?

Des observations que j'ai pu faire sur l'activité du KSS (cf. plus haut) et des autres groupes, il apparaît que la majorité des cadres de ceux-ci, ont l'espoir que le régime bureaucratique peut être assaini, et que la pléiade d'apparatchiks étrangers à la société vont changer d'opinions et se métamorphoser comme la chrysalide en un magnifique papillon.

Dans cet article vous seront présentées les opinions d'intellectuels, membres du KSS sur l'opposition de l'intelligentsia, des étudiants et des ouvriers. Le deuxième point concernera la lutte de l'église contre le régime du P.O.U.P.

Le représentant de la Biennale de Venise consacrée en 1977 à l'art dissident dans le bloc soviétique, Pietro Veronese, a participé à une discussion avec les principaux membres du KSS, Jacek Kuron, Józef Lipski, Antoni Maciejewicz, et deux étudiants: Urszula Doroszewska, et Ludwik Dorn. Cette "table ronde", comme l'a appelée P. Veronese, son rapporteur, s'est déroulée à Varsovie en novembre dernier.

Comme depuis cette date l'action du KSS/kor, n'a pas changé fondamenta-

lement, ni celle d'ailleurs des organisations étudiantes, le thème de la discussion, ainsi que les opinions émises par les participants restent actuels.

Comme introduction à la discussion P. Veronese, expliqua que les événements se déroulant en Pologne éveillent un grand intérêt à l'ouest: "Pour la première fois en Pologne, et même dans tout le bloc soviétique s'est produite une fusion entre le combat des intellectuels et des ouvriers. L'appel pour le pain et celui pour la liberté se sont fondus en un seul cri, un seul signal de lutte contre les abus. Les polonais en sont arrivés à l'organisation d'une véritable opposition. Est-ce que cette alliance sera de longue durée, ou bien va-t'elle retomber en sommeil lorsque retombera la vague des revendications sociales et que s'adoncraient les répressions anti-ouvrières?"

Quelles sont les perspectives et les difficultés de cette alliance entre intellectuels et ouvriers?"

Répondant à ces questions, Maciejewicz dit entre autres: "la généralisation de la protestation a eu pour base les liens entre ouvriers et intellectuels."

Il s'agissait de surmonter certaines difficultés de nature psychologique. Depuis le début, le régime explique aux ouvriers d'un côté, à l'intelligentsia de l'autre, que leurs intérêts sont opposés et antagoniques.

C'est pourquoi en 1968 les ouvriers ont eu une attitude de méfiance à l'égard des troubles étudiants, et puis lors des grèves ouvrières de décembre 70 de la Baltique, les intellectuels sont restés passifs. Dans les deux cas, donc, s'est produit un phénomène à l'origine duquel est le pouvoir."

(...) "Lorsque j'étais en prison, j'ai lu dans les journaux que j'ai réussi à me procurer que le pouvoir avait tenté d'organiser des meetings ouvriers pour protester contre l'ac-

tion du KOR.

Mais c'est apparu impossible. De même qu'il a été impossible de rassembler des signatures d'ouvriers sur des pétitions exigeant la dissolution du KOR.

Malgré les pressions et le chantage exercés par le parti et les syndicats bureaucratiques, le régime n'a pu obtenir ce qu'il avait réussi en mars 68, à la suite des troubles étudiants. "

Il fut alors demandé si la société polonaise ressentait beaucoup ce manque, et Macierewicz confirma que la société manquait en effet d'informations et qu'elle le ressentait fortement.

Doroszewska ajoute alors ses propres remarques sur la question: - "Durant les grèves de décembre 70, le manque d'informations, soit le manque de la forme élémentaire de maintien des liens entre les gens, a rendu impossible la continuation et l'élargissement des grèves aux autres régions du pays, cela a empêché la constitution d'un mouvement de solidarité avec les grévistes."

Les questions évoquées ici montrent quel a été le fondement de l'action du régime pendant ces trente dernières années; et l'information et la solidarité sont des armes essentielles pour les deux parties.

Le régime du POUP ne laisse passer que les informations qui servent ses buts, ainsi peut-on dire que toutes les informations données par le régime, le sont dans un but de désinformation ou plus simplement de mensonge.

La solidarité elle aussi marche dans les deux sens: celle en faveur du régime récompensée par des avancements, des promotions dans l'échelle sociale, et la solidarité des groupes agissant contre le régime est combattue par tous les moyens y compris, par les assassinats politiques.

Macierewicz évoque ensuite le problème d'un tout autre point de vue; il remonte dans l'histoire et déclare:

"Il ne s'agit pas seulement du problème pratique de la transmission des différentes expériences et de l'utilisation des conquêtes des grèves. Il man-

que aux intellectuels et aux ouvriers polonais la conscience de ce qu'ils sont, de ce qu'ils ont réalisé, de ce qu'ils font, ils ne connaissent pas le caractère propre de leur origine et de leur histoire. Toute l'histoire de la R.P.P. (*1) a été falsifiée et continue de l'être."

Effectivement l'histoire de la Pologne a été falsifiée pour la faire coïncider avant tout avec les intérêts de l'appareil bureaucratique. Je suis un ouvrier et je ne chercherai pas à polémiquer avec des historiens de métier, sur des thèmes comme la prise de conscience de son histoire par le peuple polonais. De plus je ne dispose d'aucun document statistique pour juger de la teneur des mensonges dans le domaine de l'histoire.

Je ne peux cependant pas accepter la déclaration de A. Macierewicz sur le fait que "il manque aux intellectuels et aux ouvriers la conscience de ce qu'ils sont, de ce qu'ils ont réalisé, de ce qu'ils font, ils ne connaissent pas le caractère propre de leur origine et de leur histoire".

Les ouvriers savent parfaitement ce qu'ils ont déjà réalisé, et ce qui leur reste encore à faire. La reconstruction de la Pologne, et son développement dans les conditions de l'exploitation et de l'occupation par l'Union soviétique, est le fait de la classe ouvrière, qui, ayant un niveau de vie catastrophiquement bas, trompée et abîmée par l'appareil du parti a gardé cependant suffisamment d'énergie pour éviter la déroute morale complète. Et de plus, on peut noter que la cohésion et la combativité des ouvriers ont énormément progressé.

Macierewicz dit que "les ouvriers ne connaissent pas leur propre origine, ni leur histoire." C'est une définition tout à fait erronée, et elle prouve tout à fait que son auteur n'a pas eu beaucoup de contacts avec les ouvriers.

La Pologne est un pays jeune. Est-ce qu'A. Macierewicz pense qu'un

(*1): PRL, abréviation très souvent rencontrée pour République Populaire de Pologne, d'où le RPP, abréviation en français.

ouvrier de 30 ans de Wroclaw, Poznań ou Szczecin ne connaît pas son origine? Est-ce qu'un jeune polonais ou une jeune polonaise ne savent pas que leur père et leur mère sont partis de leur village surpeuplé pour venir travailler à la ville dans l'industrie ou une autre branche professionnelle. Les ouvriers n'ont jamais caché que leurs racines étaient à la campagne, et lorsqu'ils prenaient des vacances c'était toujours au moment des moissons ou de la récolte des pommes de terre. Ils ne se "reposaient" pas dans les centres de vacances, car ils n'y avaient pas accès toutes les places étaient prises par les apparatchiks des syndicats et les membres de leur famille, ainsi que les secrétaires de direction "épuisés" par leur travail.

Ainsi dans les centres de repos, dénommés "le mineur", "le fondeur", "le métallo" etc, se reposaient les femmes et maîtresses des bureaucrates de tous échelons, et des pléiades de pseudo-savants, véritables nullités, mais soumis au parti.

Les jeunes ouvriers de l'industrie qui représentent la majorité de la classe ouvrière, ce sont des ouvriers d'origine ouvrière, nés à la ville, où les parents ont fondé un foyer, et très souvent le fils ou la fille travaille dans la même entreprise que l'un ou les parents.

La question se pose différemment lorsqu'on considère l'intelligentsia en Pologne. J'en reparlerai dans une partie suivante de cet article lorsqu'il sera question de commenter la déclaration de Ja cek Kuron.

Ensuite c'est Jan Jozef Lipski qui prend la parole et dit entre autres: ... "La résistance passive générale contre le régime soviétique en Pologne dure depuis très longtemps (32 ans, exactement NDRLI) Elle ne s'est pas transformée en un large mouvement, car il n'y avait aucun lien, ni aucun contact entre les différents groupes sociaux,

qui ressentaient chacun de façon différente les conséquences de notre dépendance économique, politique, culturelle, idéologique vis à vis de l'URSS. Les étudiants ont tenté en mars 68 de changer cet état de choses, en lançant le mot d'ordre "pas de pain, sans liberté", il ne conquiert pas les masses, car il était trop abstrait."

En tant qu'ouvrier, et en tant que polonais, appartenant à l'opposition contre le régime, je ne peux partager les points de vue de J.J. Lipski.

Le mot d'ordre des étudiants en mars 68 "PAS DE PAIN SANS LIBERTÉ", ce n'est pas du tout abstrait pour la classe ouvrière. Même l'ouvrier le moins "formé" politiquement, le comprend immédiatement. La révolte étudiante de mars n'était ni politiquement, ni tactiquement préparée, ce sont les étudiants eux-mêmes ne sont absolument pas responsables d'ailleurs.

La terreur de l'état policier ne permet pas de tels "luxes" de "prise de conscience."

"Les afeux" mis en scène par Djemko, ont été la base du soulèvement de mars, mais ils n'étaient joués qu'à Varsovie. (*1)

Comment un ouvrier pouvait-il connaître l'oeuvre créée par le metteur en scène et quel genre de DÉTONATEUR il avait utilisé pour soulever la colère contre l'occupant soviétique et quelles paroles avaient suscité ce vent de liberté que célébraient les banderoles étudiantes.

Car même si l'ouvrier moyen, pour peu qu'il ait lu un peu de poésie, connaît à la rigueur "Monsieur Thadée" (*2), "Les afeux" de Mickiewicz sont vraiment très difficiles à aborder pour qui est habitué à manier la clé anglaise ou le marteau.

Lorsque j'étais en prison, j'avais beaucoup trop de temps à né

(*1) : pièce de l'écrivain et poète romantique Adam Mickiewicz, traitant notamment du problème de l'occupation par la Russie tsariste de la Pologne, retirée de l'affaire en 68 à la demande de l'ambassadeur d'URSS, ce qui fut le détonateur de la révolte étudiante.

(*2) : poème épique une des oeuvres les plus lues du même poète.

savoir qu'en faire, et j'ai lu et relu les oeuvres complètes de Mickiewicz, (et même pour certaines relu plusieurs fois); mais quand en mars 68, je m'enfuyais en compagnie des étudiants, sous les porches pour échapper à la charge de la milice, j'appris alors de leur bouche très peu de détails sur les parcelles de notre grand poète qui avaient joué ce rôle de détonateur.

Une fois que la milice et les services de sécurité en eurent fini avec les étudiants, les ouvriers se mirent à acheter des livres de Mickiewicz, et à les réclamer plus souvent dans les bibliothèques. (*1)

Et c'est là qu'a été l'abstraction qu'à mon avis, les ouvriers n'ont pu saisir à temps.

Par contre J.J. Lipski, lui, fait preuve d'abstraction de pensée lorsqu'il écrit: "...il n'y avait aucun lien, ni aucun contact entre les différents groupes sociaux qui ressentaient chacun de façon différente les conséquences de notre dépendance économique, politique, culturelle, idéologique vis à vis de l'URSS."

Le peuple entier ressent de façon identique cette dépendance, excepté bien sûr les apparatchiks du parti, hauts placés, ces traîtres à leur patrie, eux aussi s'engraissant ainsi.

Aucun polonais honnête n'a jamais accepté, et n'acceptera jamais une telle dépendance. Quant au manque de contacts entre les différents milieux sociaux, il est la conséquence de la terreur policière, de la tactique du régime bureaucratique.

J.J. Lipski a d'ailleurs vraiment raison quand par la suite il explique "...La difficulté devant laquelle s'est trouvée l'intelligentsia, était due à ce que ni les grèves de juin (*2) ni la résistance ouvrière d'ensuite, n'avaient révélé une "élite" dans l'opposition ouvrière ou quelque dirigeants

ouvriers que ce soit. Si c'étaient créés des comités de grève ou quelque chose du genre, la tournure qu'auraient pris les choses aurait très certainement été différente, de même que l'ampleur et la netteté des protestations. Celles-ci auraient certainement joué alors un rôle beaucoup plus grand."

Ludwik Dorn du S.K.S., le Comité Etudiant de Solidarité, présenta son point de vue sur les grèves ouvrières et les troubles étudiants. "...Les grèves ouvrières n'entraînent de difficultés pour le régime que lorsqu'elles mènent à de puissantes manifestations ou à de violentes émeutes. Par contre les émeutes étudiantes ont toujours un écho dans tout le pays, et le gouvernement les considère comme très dangereuses pour lui, même lorsqu'elles ont un caractère purement local".

Doroszewska qui est elle aussi membre du S.K.S. a une opinion tout à fait opposée et est en désaccord avec Dorn; elle explique en effet: "...A mon avis les révoltes ouvrières sont bien plus dangereuses pour le régime que n'importe quelle manifestation étudiante. Ces dernières sont plus spectaculaires, car les étudiants ont plus accès aux mass-médias. Mais c'est parce qu'ils appartiennent à l'élite sociale et le régime en a moins peur. Même à l'institut d'études politiques (*3) on tolère les étudiants aux opinions non-orthodoxes. Même s'ils ont des opinions politiques violemment hostiles au régime, les étudiants ont tout de même la possibilité de terminer leurs études."

On pourrait demander à Dorn et à Doroszewska, selon les vieilles méthodes scolastiques, combien peut-il tenir de diables sur la pointe d'une aiguille? En effet poser ainsi ces problèmes, "qui est plus important que qui", voilà qui n'est pas très raisonnable et ne résoud pas la question fondamentale. Le régime redoute de toutes façons toutes les manifesta-

(*1) S.B. abréviation désignant les services de sécurité, soit la police politique en Pologne, anciennement U.B.P.; Bureau de la Sécurité Publique.

(*2): il s'agit des grèves de juin 76, NDLR.

(*3): dans les faits c'est l'école de formation des cadres du parti.

tions, quelles qu'elles soient, étudiantes ou ouvrières.

Et il nous faut concentrer toutes nos forces pour que l'écho qui atteindra les fondements de ce régime soit celui de la voix des ouvriers, des étudiants, des travailleurs intellectuels et des paysans!

C'est toujours avec une grande attention que je lis ce qu'a pu écrire Jacek Kuron, principal dirigeant du Comité d'Autodéfense Sociale, KSS.

Et je ne cacherai donc pas l'étonnement qui m'a saisi lorsque j'ai lu la déclaration qu'il avait faite au cours de la discussion.

"...A l'ouest lorsqu'on parle des ouvriers on se représente un groupe social organisé, même s'il n'est pas homogène. En Pologne, il y a 12 millions d'ouvriers, mais tous sont isolés les uns par rapport aux autres.

Le KOR est en contact avec de nombreux ouvriers, mais ce sont tous des individus isolés(...) Penchons-nous ensuite sur le sens de la notion d'ouvrier, aujourd'hui en Pologne.

C'est un métier dont on a généralement honte. Il n'y a que deux cas où le qualificatif d'ouvrier" est souligné: C'est avant tout vrai pour le parti, pour qui compte de s'appeler OUVRIER Unifié Polonais. Mais c'est aussi pour les bureaucrates de l'appareil qui dans leurs discours publics aiment répéter à propos d'eux mêmes: "nous autres ouvriers". A part cela, les gens n'insistent sur le fait qu'ils sont ouvriers que lorsque cela les aide, pour une demande administrative.

Ainsi donc le problème est le suivant, lorsqu'on parle d'intellectuels, ou de l'intelligentsia, on sait de quoi on parle. Mais lorsqu'on parle des ouvriers on ne sait pas au juste de quoi il s'agit".

L'opinion qu'on a à l'ouest sur la classe ouvrière polonaise est très variable, mais aussi très différente de celle qu'en a tracé Jacek Kuron.

La première erreur qui a déformé la structure véritable de la classe ouvrière polonaise, provient de cette estimation de 12 millions.

Selon l'annuaire statistique, l'ensemble des salariés en Pologne atteignait en décembre 76 le nombre de 11.744.000 personnes. Alors qu'à la même date le chiffre global pour la population était 34.528.000, habitants

Si Kuron fait entrer dans ses calculs les travailleurs des entreprises agricoles d'état ou des coopératives agricoles, les comptant comme membres de la classe ouvrière, il n'y a pas là de méprise très importante.

Mais les centaines de milliers de fonctionnaires du parti sont-ils eux aussi partie prenante de la classe ouvrière? Et les âmes serviles qu'on trouve à tous les échelons des "syndicats" également?

Et l'énorme armée de miliciens en uniforme, ainsi que les bataillons de centaines de milliers de membres de "l'armée de l'ombre" travaillant pour le ministère de l'intérieur, ce sont aussi nos frères ouvriers?

Et le procureur qui a condamné Kuron pour son action au sein du KOR c'est aussi un ouvrier?

Dans l'industrie sont employées 4.880.000 personnes. Dans ce nombre combien y-a-t'il de cols blancs qui s'offenseraient si on disait d'eux que ce sont des ouvriers?

Même l'annuaire statistique ne donne pas le nombre exact de travailleurs manuels et intellectuels, comme on dit: **CELA VEUT DIRE QUELQUE CHOSE**

Lorsque le 17 décembre 70, environ 5000 ouvriers des chantiers navals quittèrent leur travail pour aller brûler les bureaux du comité local du parti et s'affronter avec la police, des fenêtres des bureaux tombaient les réflexions: "Où vont les bêtes de trait?"

Que Kuron me pardonne si je le reprends ainsi sur cette affirmation:

Le problème vient de ce que lors que l'on parle des ouvriers, on sait de quoi il s'agit, mais lorsqu'on parle de l'intelligentsia, on ne sait plus où elle commence, ni où elle finit.

A la fin de cette rencontre le représentant de la Biennale a posé la

seur, je cite "et pour d'autres raisons également, est un tout petit peu imprécise. Ainsi donc, si un homme aussi érudit que le professeur docteur Zdislaw Grochowski, un homme qui possède tant de diplômes, n'explique pas de quelles raisons il peut s'agir, on est libre de s'imaginer que certaines forces cosmiques inconnues influent sur l'agriculture polonaise et que le professeur docteur Grochowski est incompétent en la matière.

Mais dans la suite de son article après avoir prononcé la formule "abracadabra" il prévoit que: "... le rythme d'augmentation de la production agricole dépendra avant tout du rythme d'augmentation ... de la récolte!! (- Quelle sagesse, NDLR -)," et que "l'un des facteurs d'augmentation de la production serait l'amélioration de la rentabilité de la production de fourrage".

Bon, très bien. Mais si "l'augmentation de la récolte" tombe en désaccord avec "la rentabilité" de la production de fourrage, et s'ils refusent de "signer" des engagements supplémentaires en l'honneur de tel ou tel anniversaire, alors la récolte augmentera-t-elle, et aura-t-elle "rentabilité" de la production de fourrage?

Les directives du XIème plénum du part avaient prévu ce problème et expliquaient comment faire prendre conscience aux agriculteurs de la façon de lutter contre ces forces "surnaturelles" qui font des polonais un peuple d'affamés.

(Justement pour l'information de nos lecteurs, nous publions ci-dessous le décret de la diète du 29 mars 1978, suivi de sa traduction en français.

— oOo —

"La Diète de la R.P.P. (*1) ayant pris connaissance du discours du Président du conseil des ministres et après en avoir délibéré, a décidé de ratifier l'information fournie par le gouvernement sur le processus d'application du décret de la Diète du 21 novembre 1974, concernant l'amélioration de la nutrition de la population et le développement de l'agriculture, ainsi que sur le programme gouvernemental d'application du décret du XIème plénum du Comité Central du P.O.U.P."

Et plus loin:

"La Diète (...) tient à souligner qu'il est particulièrement nécessaire de concentrer notre attention sur le problème d'une pleine et rationnelle utilisation des sols, de l'augmentation de la production de fourrage, de la production animale, de l'élévation du niveau des connaissances des agriculteurs et de la technique qu'ils utilisent." (...) "Il est indispensable de développer plus encore l'industrie de transformation, et de rationaliser l'exploitation des matières premières agricoles, d'améliorer l'utilisation des moyens de production dans le secteur alimentaire et enfin d'assurer les livraisons de matériaux indispensables à la production agricole".

Et pour terminer:

"La Diète de la R.P.P. (*1) exprime sa conviction que l'action gouvernementale et celle de tous les organismes d'état, l'activité de l'organisation de l'autonomie agricole (*2), l'effort commun des agriculteurs et de tous les travailleurs du secteur alimentaire, appuyés par l'ensemble des travailleurs, entraîneront de nouveaux progrès dans l'application du programme destiné à améliorer la nutrition de la population et le développement de l'agriculture".

(*1): RPP traduction de l'abréviation couramment employée dans les textes officiels "PRL" qui veut dire République Populaire de Pologne, dénomination constitutionnelle de la Pologne depuis 1945.

(*2) A la campagne, mêmes genres d'organismes que les Conférences de l'Autonomie Ouvrière.

un échange franc et amical

TCHÉCOSLOVAQUIE: GREVES!...CHARTRE 77!...

BERLIN — EST : MANIFESTATIONS!..DEHORS LES RUSSES!.

ROUMANIE : GREVE D'OCCUPATION!..35000 MINEURS
ARRACHENT LA VENUE DE CEAUCESCU LUI-
MEME!..OPPOSITION AUTOUR DE P. GOMA!

MOSCOU : 200 TRAVAILLEURS FONDENT UN NOUVEAU
SYNDICAT LIBRE!...

POLOGNE : KSS/kor! SKS! ROPCio! PPN!(*1) PULS!
ROBOTNIK! INDEKS! BRATNIAK! OPINIA!(*2)
KATOWICE: DES TRAVAILLEURS EXIGENT
UN SYNDICAT NATIONAL LIBRE!...



(*1) Sigles des différents groupes d'opposition en Pologne.

(*2) Titres de différents journaux, samizdats politiques et littéraires.

Sejm PRL - po wysłuchaniu wystąpienia Prezesa Rady Ministrów oraz po przeprowadzonej dyskusji - przyjmuje do zatwierdzającej wiadomości informację rządu o realizacji uchwały Sejmu z dnia 21 listopada 1974 r. o dalszą poprawę wyżywienia narodu i rozwój rolnictwa oraz o rządowym programie realizacji uchwały XI Plenum KC PZPR.

"Sejm... podkreśla szczególną potrzebę skupiania uwagi na sprawie pełnego i racjonalnego wykorzystania produkcji ziemi, zwiększenia produkcji pasz, wzrostu produkcji zwierzęcej podnoszenia wiedzy i umiejętności rolników ... Niezbędny jest dalszy rozwój przetwórstwa i bardziej racjonalne gospodarowanie surowcami rolnymi, lepsze wykorzystanie środków produkcji w gospodarce żywnościowej, a także zapewnienie niezbędnych dostaw środków dla produkcji rolnej."

Sejm PRL wyraża przekonanie, że działania rządu i wszystkich organów państwowych, aktywność organizacji samorządu rolniczego, wspólny wysiłek rolników i pracowników gospodarki żywnościowej, przy poparciu ogółu ludzi pracy, przyczynią się do dalszego postępu w realizacji programu dalszej poprawy wyżywienia narodu i rozwoju rolnictwa.

Mais afin d'éviter toute illusion sur l'avenir proche ce "savant" homme écrit: "Les conditions dans lesquelles nous nous trouvons (si l'on accepte de considérer qu'au minimum le bilan des échanges des produits agro-alimentaires avec l'étranger, sera équilibré) - (et ici on peut encore trois fois répéter "abracadabra" NDLR) - tant que le développement futur de la production assurera réellement l'amélioration graduelle (souligné par nous) du standard nutritif de la population, mais compte tenu de la tendance très élastique à la hausse, due aux revenus élevés, hausse de la demande notamment pour les articles comme la viande et ses dérivés, cette amélioration, à cause de l'actuel rapport entre les salaires et les prix, ne suffira cependant pas pour assouvir une demande en constante augmentation."

(suit la traduction, et le facsimilé d'un court article paru dans Trybuna Ludu du même jour)

"DANS LE PAYS"

"LE SALAIRE MINIMUM actuellement de 1400 zlotys par mois dans les entreprises socialisées sera augmenté à partir du 1er mai, il passera à 1600 zlotys par mois.

On prévoit également d'augmenter en même temps les salaires de base des travailleurs entrant dans les catégories de traitements les plus proches de ce salaire minimum.

On évalue à 8,1 % le nombre des salariés que concernera cette hausse."

LISEZ - DIFFUSEZ - ABONNEZ-VOUS

AU PRELON

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DISCUSSION

VOUS TROUVEREZ UN BON D'ABONNEMENT A L'AVANT DERNIERE PAGE

W kraju

PLACA MINIMALNA wynosząca obecnie, w uspołecznionych zakładach pracy, 1400 zł zostaje podwyższona od 1 maja br. do 1600 zł miesięcznie. Przewiduje się jednocześnie podwyższenie stawek zarobków zasadniczych dla pracowników zaszerogowanych do najbliższych minimalnym grup uposażeń. Oblicza się, że podwyżki obejmą 8,1 proc. ogółu zatrudnionych.

Il ajoute un peu plus loin: "...MAIS COMME DANS L'AVENIR QU'ON PEUT PREVOIR IL SERA IMPOSSIBLE D'ADAPTER LA PRODUCTION A LA DEMANDE, IL SERA INDISPENSABLE D'ADAPTER CETTE DERNIERE AUX POSSIBILITES DE PRODUCTION DE L'AGRICULTURE".

Si l'on traduit ces déductions "scientifiques" du professeur docteur Grochowski dans un langage plus simple cela revient à dire: POLNAIS! IL VA FALLOIR VOUS SERRER LA CEINTURE D'UN CRAN DE PLUS !"
(Mesdames réservez donc votre tour, chez votre tailleur pour faire adapter votre garde-robe.)

ATTENTION: Tous les membres du C.C. du P.O.U.P., ministres, et directeurs dont le revenu mensuel dépasserait de plus de 20 ou 30 fois celui du salaire minimum fixé à 1600 zlotys, seront eux aussi tenus, ainsi que les membres de leur famille à réaliser ce qui est décrit au paragraphe précédent.

— oOo —

Pour rester toujours dans le domaine si difficile en Pologne, des problèmes économiques, prenons toujours le même "Trybuna Ludu", mais du 21 février

On y trouve un article intitulé "INTENSIVITE - RENTABILITE - EFFICACITE" où le professeur docteur ALOJZY MIELICH évoque le problème du rendement du travail, par rapport à la question de l'efficacité au travail.

En introduction il déclare écrire pour ceux qui ont peu de culture économique:

"Pardonnez-moi cette affirmation quelque peu osée, mais chercher une solution unique à tous les problèmes sans tenir compte des différences d'action, est un exemple typique de la manière dont on passe à côté de la complexité des processus économiques dans les sociétés où la culture économique est peu élevée."

Il est étonnant que la censure de Gierek ait laissé passer un aveu aussi grave.

On ne peut soupçonner une personne aussi érudite que le professeur Mielich, de ne pas savoir qu'en Pologne toutes les décisions économiques sont prises par le POUP. D'ailleurs le tabou imposé par le parti sur le rôle dirigeant du parti s'applique aussi à la gestion économique.

Le professeur Mielich lorsqu'il a écrit ces mots sur "la faible culture économique", pensait bien évidemment aux "économistes" Gierek et Jaroszewicz, le premier secrétaire et le premier ministre, ce sont eux en effet qui dirigent l'économie du pays.

De même l'affirmation suivante est-elle aussi une nouvelle découverte: "Evidemment il serait facile et ce qui est plus important, lucide, d'appliquer les mêmes critères de mesure ou les mêmes méthodes de haut en bas (souligné par nous)".

L'allusion n' a qu'un sens: Si l'on pouvait punir de la même façon pour les erreurs commises de "haut en bas", c'est l'oligarchie du parti au complet qui serait derrière les barreaux, et peut-être même alors, ceux qui le mériteraient, obtiendraient-ils de justes récompenses pour leur pénible travail.

Les deux extraits suivants, dont nous donnons d'abord la traduction, puis la reproduction, tirés du même article, contiennent eux aussi de nouvelles révélations:

"Tout travail comporte un point optimal, comme tout moteur est le plus économique à un nombre de tours donnés,

Nous devons tendre à ce que grâce à une organisation rationnelle du travail, l'ouvrier atteigne le point optimal dans son travail. Lorsque ce point est dépassé, ou lorsqu'on reste en deça de celui-ci, il y a gaspillage de l'effort humain, et nous devons reconnaître que cela n'est pas souhaitable. Il faut d'ailleurs toujours nous souvenir que, même lorsqu'un ouvrier fait semblant de travailler, il se fatigue bien plus que s'il avait travaillé de façon régulière, que s'il avait dépensé dans son travail de façon optimum ses forces."

Każda praca ma swój punkt optymalny, tak jak każdy motor przy pewnej, ściśle określonej liczbie obrotów pracuje najekonomiczniej. Dążyć musimy do tego, aby przez racjonalną organizację pracy pracownik osiągnął punkt optymalny pracy. Jego przekraczanie, ale również nieosiągnięcie powoduje marnotrawstwo wysiłku człowieka i trzeba uznać je za niepożądane. Pamiętać przy tym trzeba, że również, gdy pracownik udaje, że pracuje to męczy się znacznie więcej, niż gdyby rytmicznie pracował, wydatkowywał optymalnie w pracy swoje siły.

Polska weszła w nowy etap rozwoju. W dekadzie lat siedemdziesiątych stworzono tak poważne i tak nowoczesne moce produkcyjne, że stoi przed nami problem pełnego ich wykorzystania. Dlatego też można by sformułować następujący postulat: wykorzystujemy maksymalnie rzeczowe i obiektywne czynniki zaś optymalnie umiejętności i wysiłek człowieka

"La Pologne vient d'entrer dans une nouvelle étape de développement. Au cours de la décade 70, nous avons créé des moyens de production si importants, si modernes, que nous sommes confrontés au problème de leur utilisation pleine et réelle. C'est pourquoi il est possible de formuler le postulat suivant: Utilisons au maximum les facteurs réels, objectifs, et de façon optimum les aptitudes et la force de travail de l'homme."

Encore une fois on peut dire comprendre qui peut. D'un côté les directives de la IIIème conférence pour l'émulation au travail, faisant "revénir" l'âme de Wincenty Pstrowski (*1) et lançant le mot d'ordre "Qui fournira le plus ?"-; et de l'autre, le professeur Mielich qui, lui, recommande "d'utiliser au maximum les facteurs réels et objectifs et de façon optimum les aptitudes et la force de travail de l'homme."

POLONAIS, FAITES-VOUS MOTEURS, TOURNEZ A UN NOMBRE DE TOURS DONNE!

Ecrivez au "Frelon" si vous "travaillez vraiment", ou si "vous faites semblant de le faire", pour l'avenir "radieux" de la Pologne populaire!

Les étudiants nous ont appris en mars "qu'il n'y aurait pas de PAIN sans LIBERTE"

C'est un argument indiscutable, la loi, les principes selon lesquels agit un occupant (agresseur), c'est l'exploitation du ou des peuples qu'il occupe, car si l'occupation, ou la domination, comme certains disent, devait être bénéfique au plus faible, alors l'agression contre d'autres peuples, leur annexion deviendrait absurde.

Et nous en venons ainsi à l'article d'Andrzej Wasilkowski publié dans "Trybuna Ludu" du 28 mars 78: "LES DEGRES DE LA SOUVERAINETE"-

Nous avons choisi cet article tout particulièrement, parce qu'il permet justement de mettre en relief combien les problèmes "du pain et de la liberté" sont liés. Ainsi l'URSS exploite

(*1) mineur célèbre comme l'un des premiers "stakhanovistes" en Pologne, mort d'ailleurs très jeune, peu de temps après son "exploit".

économiquement les pays satellites, mais cela va de pair avec une dépendance politique complète.

Toute décision économique ou politique des gouvernements marionnettes de Varsovie, Prague, Budapest... doit être d'abord acceptée au Kremlin.

C'est pourquoi définir l'occupation de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la RDA... par l'URSS, comme une domination, une dépendance, ou une absence de souveraineté, c'est une question de terme, mais les conséquences, elles, restent les mêmes.

Mais voyons maintenant ce que signifie le mot souveraineté pour Andrzej Wasilowski:

"Il est étonnant que de telles opinions existent à une époque où pour la première fois est réalisé à l'échelle universelle, le principe du droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Il suffit de comparer la carte politique du monde d'il y a 50 ans, avec la carte actuelle. Il suffit de comparer la composition de l'ONU à son début, et actuellement, pour en venir à la conclusion que de nos jours, nous nous trouvons plutôt devant une explosion qu'une crise de la souveraineté".

Je pose moi la question à M. Wasilowski, est-ce qu'en 1953, c'est dans la ville souveraine de Berlin que les

chairs soviétiques écrasèrent les ouvriers allemands qui exigeaient de meilleures conditions de vie?

Le massacre des habitants de Budapest en 1956, par les tanks et l'artillerie soviétiques, c'est une forme de débat parlementaire entre deux partenaires?

De même en Octobre 1956, les tanks soviétiques ont entouré Varsovie, était-ce pour une visite de courtoisie entre bons amis?

Et c'est une Tchécoslovaquie souveraine qui en août 68 a invité les troupes du pacte de Varsovie à l'envahir?

Andrzej Wasilowski cite dans son article les exemples d'états non-souverains en Amérique Latine.

Mais n'a-t'il pu trouver sur la carte la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, l'Ukraine, lorsqu'il écrivait ce mot d'ANNEXION?

Je terminerai volontairement cet article sur les paroles de ce monsieur Wasilowski en DEMASQUANT LEUR CARACTERE HYPOCRITE:

LA NON-SOUVERAINETE, LE DROIT DE DECLARER LA GUERRE, LE DROIT D'ANNEXER LES TERRITOIRES DES AUTRES, LES INTERVENTIONS ARMEES, LES EXPEDITIONS PUNITIVES:

VOILA quelles sont les NORMES régnant dans les relations internationales aujourd'hui!!!

"UNE NOUVELLE FORME D'ECHANGE EN REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE"!!



Nous avons reproduit ci-contre un bon pour le sucre datant du mois d'octobre 1977.

Mais ce genre de nouveaux "billets" a toujours cours actuellement en Pologne.

Ils permettent d'acheter, comme avant la hausse de juin 76, à 10,50 zlotys le kg de sucre, sans "bon" il faut payer 26 zlotys le kg.



Chers lecteurs!

Nous publions dans ce numéro outre un extrait d'une lettre d'un de nos lecteurs ouvriers, trois lettres de lecteurs de Pologne en entier, car les problèmes qu'elles soulèvent sont particulièrement intéressants.

Tout d'abord, la lettre d'un jeune lecteur de Szczecin qui revient sur les événements de Décembre '70 lorsque la classe ouvrière de la Baltique a renversé le régime de Gomulka, donnant une première démonstration de la force qui dans un avenir proche balayera les renégats du peuple polonais:

"Grâce à certaines sources j'ai eu l'occasion récemment de lire quelques exemplaires du Frelon. Il est vraiment dommage que la majorité de nos compatriotes n'ait pas la possibilité de connaître tout ce qui les entoure quotidiennement, tout ce qui est tu systématiquement par tous les plumitifs dans la littérature quotidienne de la propagande rouge. (*1)

Je voudrais donc dans les colonnes de ce bulletin faire part de tout ce que malheureusement, j'ai dû garder pour moi et quelques proches, en Pologne.

En 1970, j'ai été le témoin visuel des événements de Décembre, et jeune lycéen de 18 ans j'ai ainsi eu l'occasion d'observer le déroulement de ces quelques jours qui ont secoué tout le pays, et dont on garde encore aujourd'hui même le souvenir.

Il était le 17 décembre. Il était presque 13 heures. Les cours étaient terminés, et personne n'était alors au courant de rien, alors qu'à Gdansk, le sang avait déjà coulé. Brusquement l'école fut fermée. Personne ne pouvait plus en sortir. Au bout d'une heure, poussé par la curiosité, je réussis à me faufiler dehors. J'atteins la rue où j'aperçois les premiers blindés, qui n'y étaient pas le matin lorsque je me

rendais à l'école. Je sens qu'il se passe quelque chose de très important, mais je ne soupçonne encore pas la vérité.

Au détour d'une rue, je tombe soudain sur une foule de plusieurs milliers de personnes, dont la perspective se perd au loin. Je m'efforce de déchiffrer le plus grand nombre possible d'inscriptions sur les banderoles flottant au-dessus des manifestants, pour comprendre ce qui se passe. Je lis: "On n'est pas des voyous" - "Nous exigeons le retrait de la hausse des prix", - "Amélioration des conditions de travail", - "Du pain de la viande", etc.. Et cette foule sous les applaudissements de plusieurs dizaines de curieux, certains pleurant d'émotion d'ailleurs, s'approche du quartier où se trouve la maison du parti "communiste". Brusquement le front de la colonne de manifestants est attaqué à coups de bombes lacrymogènes par les blindés remplis de miliciens en arme. Un mur de pierre oblige les forces de la milice à reculer. La foule des grévistes, scandant des slogans divers, s'arrête devant le bâtiment du parti communiste, où elle exige des explications de la part des représentants des autorités du parti. Malheureusement en vain. On a l'impression que le bâtiment est vide. Quelques dizaines de minutes plus tard, plusieurs groupes de grévistes pénètrent à l'intérieur, comme nombre de manifestants le criaient, du nid du fléau rouge. Quelques instants plus tard commencent à être lancés par les fenêtres, les attributs du luxe bourgeois: meubles, téléviseurs, tapis, portraits des fonctionnaires... Plusieurs feux ont été allumés devant le bâtiment et tout cela y flambe.

L'armée qui entre temps a fait son apparition, ne réagit pas, se comporte tout à fait passivement. Les provocations viennent du côté des

(*1) façon méprisante, très commune pour désigner la presse, censurée par le régime.

voitures-radio de la milice qui passent à intervalles réguliers.

C'est d'ailleurs ce qui fait qu'une partie de la foule se dirige du côté du commissariat et des syndicats. A ce moment là plusieurs étages du bâtiment du parti sont la déjà la proie des flammes. Régulièrement la foule des grévistes auxquels se joignent des centaines de passants, scande: -"A bas la bourgeoisie rouge!", -"A bas les valets du Kremlin!", le tout entrecoupé d'applaudissements frénétiques.

Je vois tomber les premières victimes devant le Commissariat (*1), d'où on tire sans arrêt sur la foule qui se presse autour du bâtiment. De temps à autre les blindés (avec les policiers à l'intérieur) augmentent le nombre des victimes.

Je réussis à me rendre dans la rue voisine, où flambent le bâtiment des syndicats et une caserne de miliciens. Là non plus, les victimes ne manquent pas; surtout parmi les curieux. A 18 heures est décrétée la loi martiale. Evidemment, cela n'amène aucun changement au déroulement des événements ce jour là.

Une partie des grévistes se dirige vers la prison politique, une partie veut attaquer les casernes des unités soviétiques, une partie reste devant le comité du parti.

Le lendemain nous apporterons les premières informations concernant le nombre des victimes. Bien sûr cela n'est pas un chiffre officiel. Il ressort de cela que c'est l'attaque de la prison politique qui a fait le plus de victimes.

Le lendemain, en passant devant le bâtiment du parti incendié la veille, j'assiste à un échange de mots très violent entre les passants et les agents des Services de Sécurité (*2) qui en gardent l'entrée. Brusquement ceux-ci se mettent à tirer, tout d'abord en l'air, puis en direction des passants. A ce moment là, je m'enfuis, et m'abrite derrière un kiosque tout proche.

(*1) Cela désigne le siège central de la milice civile pour la région de Szczecin.

(*2) S.B. Services de sécurité, police politique, anciennement U.S.P.: Bureau de la Sécurité Publique.

J'entends le cri des blessés. Je traverse la rue en courant, pour me retrouver en fait dans la même situation.

De l'une des rues principales, s'élevé un nuage de gaz lacrymogène. La foule en pleurs fait la queue, comme d'habitude avant les fêtes de Noël, à chaque instant les miliciens en rangs tirent quelques salves pour empêcher toute concentration de population.

Les jours suivants, la situation ne changea pas, les tramways sillonnant la ville annonçaient que les ouvriers des chantiers navals étaient en grève jusqu'à ce que soient acceptées leurs revendications. Au même moment, la presse centrale décrit comment des voyous des chantiers navals ont semé le désordre dans la ville.

Il faudra attendre fin janvier pour que soient publiés les premiers chiffres (officiels NDLR) sur le nombre des victimes, et encore ceux-ci éliminent-ils de leurs statistiques environ les 2/3 des victimes, enterrées de nuit après les émeutes.

Quant au témoignage de haine qu'étaient les bâtiments "rouges" brûlés, il fut effacé en moins d'un mois et tout reprit son apparence précédente."

— oOo —

La lettre de notre jeune lecteur de Szczecin n'appelle aucun commentaire. En effet il suffit de dire que les faits présentés sont le récit véridique des fameuses journées de décembre.

La rédaction tient à remercier ce jeune lecteur, pour lui avoir fait parvenir ce matériel très intéressant, ainsi que pour l'intérêt qu'il manifeste pour notre journal, le Freilon. Nous continuerons donc à faire parvenir notre bulletin et espérons que nous pourrons continuer à collaborer.

— oOo —

La seconde lettre nous a été en-

voyée par un ouvrier d'une petite entreprise de Szczecin, qui nous écrit pour soutenir la diffusion du Frelon parmi les ouvriers polonais.

"Cette lettre vous surprendra certainement, mais elle est selon moi, indispensable, du point de vue moral; car en ce moment je peux difficilement autrement soutenir votre action.

J'ai reçu, bien sûr, d'un ami de confiance la brochure dont vous êtes le rédacteur. C'est intéressant, ça se lit d'une traite, car les choses y sont montrées clairement, sans phrases inutiles. Et le plus important, c'est qu'elle est passée au travers de la censure du régime. Les questions évoquées concernent le groupe de la population le plus nombreux et le plus fort: les ouvriers, et c'est ce qu'il faut, je crois. Il faut leur expliquer que par leur action, réfléchie bien sûr, on peut réaliser beaucoup de choses, et pour leur bien. Il n'y a que votre action qui puisse l'expliquer. Je voudrais dire d'ailleurs qu'on aurait bien besoin de plus d'exemplaires on pourrait les utiliser pour la cause, et je crois que ça vaut la peine. J'ai fait passer la brochure, comme vous le recommandez à des amis sûrs à l'usine. J'attends que vos prochaines publications, nous parviennent.

Je voulais vous dire que je travaille dans une usine proche des chantiers navals, et que j'ai avec les ouvriers des chantiers navals de très proches contacts. En lisant votre brochure, l'année 1970 m'est revenue à l'esprit, qui à vous comme à moi, est bien connue.

Je ne m'étendrai pas plus. En tous cas je soutiens votre action juste et votre dévouement sincère à la cause.

Je vous souhaite succès futurs et persévérance vers le but que vous vous êtes fixé.

P.S.: Pour des raisons qui vous sont connues, je ne joins, ni mon adresse, ni concrètement mon lieu de travail, je pense que vous avez deviné celui-ci.

— oOo —

Cher lecteur d'une petite usine de Szczecin. Votre lettre qui exprime

une opinion si flatteuse pour notre bulletin nous donne encore plus de forces pour continuer à ouvrir dans cette voie.

Notre bulletin est en effet dirigé vers les ouvriers, pour les informer sur la situation en Pologne même et dans le monde, autant que nous le permet notre collectif, numériquement et professionnellement très faible.

Aucun d'entre nous ne travaillait précédemment dans une édition ou un journal. Vous nous écrivez qu'il faudrait faire passer dans le pays plus d'exemplaires. Nous y pensons intensément; et nous tenterons de le réaliser dans la mesure de nos moyens financiers. Vous comprenez bien qu'existe toujours ce qu'on appelle "LE RI-DEAU DE FER" qui ne nous facilite pas les contacts avec vous. Nous souhaitons vivement que les prochains numéros du Frelon vous parviennent également.

— oOo —

Nous avons décidé de publier intégralement la lettre du professeur de Poznan et celle de l'intitutrice de Szczecin, car les remarques qu'elles contiennent sont un apport à la discussion.

La rédaction du Frelon tient à rappeler qu'elle accepte avec joie toutes les remarques critiques de ses lecteurs au nom du proverbe: "La vraie vertu ne craint aucune critique".

"Cher Rédacteur,

C'est avec une grande satisfaction que j'ai lu les remarques contenues dans votre publication sur "le règlement des délégations de service" (Frelon N°4 NDLR), dont j'ai connu l'existence tout à fait par hasard, puisque c'est un de mes étudiants qui me l'a donné au cours d'une leçon à Szczecin.

J'y ai trouvé de nombreuses vérités évidentes, et pourtant inconnues de la majorité. La ligne politique conte u e dans les "13 points" correspond, je pense, aux aspirations de tout polonais qui pense honnêtement.

En tant que professeur, j'approuve particulièrement le point 12 (*1).

Cependant certaines thèses soutenues dans les articles me semblent sujettes à controverse. Cela concerne particulièrement l'article consacré à l'activité du KOR (*2). La question -je cite- "quelques dizaines d'intellectuels peuvent-ils constituer un mur de défense pour la classe ouvrière?" résonne un peu réthoriquement et démagogiquement.

Je pense que vous possédez une base de connaissances historiques suffisantes pour savoir que les dirigeants et théoriciens des grands mouvements sociaux étaient issus des cercles intellectuels. Je ne citerai que Engels, Marx, Lénine, Pléchanov, Lelewel, Owen, Saint Simon, Fourier, Kautsky.

Les idées se gagnent petit à petit des partisans, mais systématiquement. Et c'est dans ces catégories qu'il faut, je crois, ranger, l'action du KOR, bien qu'il me semble qu'il n'y ait pas là là de gens de cette envergure. Cependant ils font preuve de bonne volonté. (Ut desint vires tamen est laudanda voluntas). De plus la situation de ces gens dans le pays est bien plus difficile que la vôtre.

Ils ne peuvent pas présenter certaines questions avec la même acuité qu'on peut le faire dans le monde libre. Mais c'est bien, cependant, que Frelon propage ces idées

Malgré moi me viennent des comparaisons (Paris) avec les émigrations polonaises. Combien y en a-t'il eu! Après le partage, après les insurrections de

(*1) "le point 12" est le suivant: garantie par la Constitution de l'autonomie des universités et des Grandes Ecoles.

(*2) Comité de Défense des Ouvriers, qui s'est transformé fin 77 en KSS, soit Comité d'Autodéfense Sociale.

(*3) Il s'agit des différentes insurrections polonaises qui ont échoué, à la suite de quoi les insurgés émigraient, bon nombre d'entre eux se réfugièrent alors en France. Il s'agit dans l'ordre des années: 17, après l'échec de l'insurrection dite de "Kosciuszko", de 1830 et de 1863. Tous ces soulèvements avaient pour objectif la recouvrement de la souveraineté et de l'indépendance nationale.

(*4) Kultura est une revue de l'émigration polonaise très connue qui paraît à Paris, c'est également une maison d'édition au nom de l'Institut Littéraire -Paris-, au grand nombre de publications sur la Pologne actuelle.

novembre, janvier, après septembre 39 (*3). Et à chaque fois ce fut des gens qui constituaient la force de ce peuple: ardents et sans compromis.

Et votre activité, elle aussi, renoue avec ces traditions glorieuses et si belles, pourvu que cela continue, mon cher rédacteur.

Cependant je voudrais que vous vous souveniez que la forme importe aussi bien que le contenu. Et là un petit reproche. Les fautes d'orthographe ne sont pas acceptables, en aucun cas, (même si le Frelon est adressé aux ouvriers)

La formulation des idées et la grammaire sont aussi parfois en contradiction avec les noms de ce cher professeur Doroszewski-paix à son âme! (c'est peut-être la conséquence d'un long séjour hors du pays)

Pourquoi si vous avez des difficultés n'utilisez-vous pas l'aide de "Kultura"? (*4). Que ces quelques remarques ne vous blessent pas, elles sortent d'un cœur sincère.

Je ne sais si j'aurai l'occasion de prendre connaissance des numéros suivants (car on ne peut les acheter dans les kiosques), mais la seule conscience que les gens de votre trempe ne restent pas passifs, est réconfortante.

Salutations

Przemyslaw de Poznan.

*

* *

3100

Cher Przemyslaw de Poznan, les remarques que vous avez envoyées à la rédaction du Frelon, non seulement ne "l'offensent" pas, mais sont au contraire de précieuses indications dont nous tiendrons compte.

Je voudrais cependant expliquer que notre groupe se compose de gens tout à fait normaux, qui n'avaient jamais auparavant, comme je l'indiquais à un précédent lecteur, écrit d'articles.

Je suis moi-même un ouvrier de formation "moyenne" et durant plus de 20 ans, je n'ai signé que mes fiches de paie. Ceci dit, c'est vrai que nous ne vivons pas toujours en accord avec les canons du professeur Doroszewski, et que les membres de notre modeste comité de rédaction sont depuis de nombreuses années émigrés. De surcroît, la moitié d'entre eux ne sont pas du tout d'origine polonaise.

Chacun d'entre nous a son travail professionnel, et ces sales fautes, sont le résultat de la hâte, et du manque d'un bon correcteur.

Vous proposez l'aide de Kultura, nous chercherons pour l'avenir à nous procurer l'aide d'une bonne âme instruite pour qu'elle nous vienne en aide.

Le cycle d'articles sur "l'opposition intellectuelle et la classe ouvrière" a justement pour but d'impulser la discussion dans les cercles ouvriers et leur montrer qu'ils doivent unir leurs forces contre le régime, et ça pas seulement au moment des révoltes, des soulèvements ou des grèves.

Quant au fameux: "Est-ce que quelques dizaines d'intellectuels peuvent constituer un mur de défense", cela veut être une sorte de reproche à la classe ouvrière.

Bien que nous souhaitions également que cela touche aussi l'intelligentsia.

De même la formule "quelques dizaines d'intellectuels" est écrite dans le but qu'on puisse dire bientôt que l'opposition organisée en Pologne compte plusieurs centaines de milliers de membres.

En effet "des gens comme Engels, Marx, Lelewel, Owen ou Kautsky" "étaient issus des cercles de l'intelligentsia".

Malheureusement, ces temps sont passés, et alors on trouvait "des grands hommes" dans pratiquement tous les domaines, par pléiades.

Aujourd'hui, l'époque est différente; c'est de plus en plus difficile d'être "un génie". Aujourd'hui comptent les groupes qui réfléchissent, créent. D'ailleurs il est aujourd'hui pratiquement impossible pour un seul homme, fût-il génial, de connaître l'ensemble de la science.

Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas que parmi les intellectuels naissent des gens de la trempe des Lelewel, Pléchanov, Marx ou Saint-Simon.

Vous avez raison de rappeler que la situation des gens du KOR est plus difficile que celle du rédacteur du Frelon à Paris. D'ailleurs la rédaction du Frelon, exprime tout son respect aux courageux militants des groupes d'opposition en Pologne.

Et c'est la raison pour laquelle nous "reprochons" aux ouvriers, et en même temps nous leur demandons de faire l'union, d'unir leurs luttes: Combattez ensemble car les fruits de la victoire reviendront ensemble aux ouvriers, aux travailleurs intellectuels et aux paysans.

Cher Przemyslaw, nous vous remercions pour votre lettre, et en attendons d'autres. Nous sommes sûrs que Frelon saura vous trouver, même si pour l'instant vous ne pouvez pas l'acheter dans les kiosques.

— oOo —

"Cher Monsieur!"

Il se trouve qu'à part votre journal, passent entre mes mains de temps à autre, différents brochures et des tracts échappant à la censure.

Ajoutez à cela l'écoute de la BBC et de Radio Europe Libre, vous conviendrez avec moi que je peux avoir

une certaine idée des programmes présentés en dehors de la ligne du parti.

Votre journal obtient 2 plus et 1 moins ce qui en arithmétique politique donne un résultat dont la somme n'est pas éloignée de zéro.

Pourquoi?

Primo: Vous avez raison de refuser le système en place en Pologne et la forme actuelle du socialisme.

Mais vous voyez la cause de tout cela dans une équipe d'individus, dans un pouvoir exécutif, disons, trop fort et dans un manque d'aptitudes politiques et économiques.

De cette façon vous rejetez tout l'acquis de la politologie moderne (je ne parlerai pas du marxisme) considérant la question du pouvoir de façon individuelle, coupé de toute base sociale et économique.

C'est un point de vue très proche du terrorisme de gauche comme de droite.

En effet la question se pose tout à fait différemment. Le dirigeant du ROPCIO (*1), Leszek Moczulski, (dont vous ne considérez pas qu'il existe, préférant le KOR et son Kuron cosmopolite, en tête) considère avec raison que l'état des choses découle avant tout du fait que le socialisme a perdu tous les caractères d'un système en expansion, et qu'il a épuisé toutes ses forces motrices.

Le système à ce stade n'est plus réformable, et aucune promesse n'y fera rien, même venant du fond du cœur, seule une transformation révolutionnaire du système, en un mot une révolution contient véritablement la mort des structures présentes.

Pour les détails je vous renvoie aux textes non-censurés de ROPCIO.

Secundo: Vous déplorez l'état d'approvisionnement du marché en Pologne "populaire", ce qui est juste; mais en même temps vous ne donnez aucune explication sensée de cet état de choses ni de solution pour le changer.

Vous considérez à priori l'état confisqué une telle plus-value, qui se retrouve dans les poches privées, sert à "l'entretien" de l'URSS,

(*1) Mouvement pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen

et à aider d'autres pays, qu'il serait possible comme au XIXème siècle, d'obtenir par des grèves une répartition plus juste. Mais vous oubliez que les conséquences, retombées économiques sous forme de bénéfice net, sont bien moindres qu'elles ne le sont dans un système capitaliste, par rapport à un effort analogue.

Et c'est lié justement au caractère du système.

Ainsi toute grève économique estaque les grévistes eux-mêmes, car si l'on apporte de la viande à Katowice, on ne pourra plus en trouver, disons, à Trifouilly. Et à Trifouilly, pas la peine de compter sur une grève.

Seule la grève politique a une force d'action testée, sûre; mais les mots d'ordre doivent être acceptés par tous, et cela demande un programme concret, et non plus l'envie d'acheter du saucisson-chasseur.

Une telle plateforme peut être donnée par les droits de l'homme et du citoyen, ainsi que par les propres traits historiques du peuple polonais.

Et c'est de là que part ma façon de considérer l'URSS. Non pas sur la base de cracher sur tout ce qui existe, mais sur la base de la compréhension que ces rapports sont une nécessité historique.

Par contre le côté technique, et le problème du degré de dépendance de la Pologne par rapport à l'URSS, c'est une toute autre question.

Pour terminer cette longue lettre qui pourtant se limite à signaler quelques thèses (une lettre trop lourde ne vous arriverait pas), je voudrais expliquer l'affirmation faite au début:

Les "plus" ce sont:

-La compréhension de la nécessité qu'advient certains changements en R.P.P. et l'action dans ce sens.

-La tentative de s'adresser à la classe ouvrière, pour lui faire prendre conscience de la nécessité de ces changements.

Quant aux "moins", ils sont dûs

au manque d'unité dans le programme, la rupture avec les problèmes du pays et le réformisme étroit qui ne permet pas de percevoir toute la dépendance des raisons de l'actuel état de choses.

Cependant je vous envoie en même

temps mes meilleurs vœux, avec quelque peu de retard certes, meilleurs souhaits pour l'année nouvelle, avec l'espoir sous-jacent qu'un jour nous pourrions tranquillement discuter dans la libre Pologne dont vous rêvez. Salutations d'une institutrice de Szczecin. (*1)

(*1) faute de place, la rédaction annonce pour le prochain numéro une discussion sur les thèmes contenues par la dernière lettre.



P. JAROSZEWICZ -

L. BREJNEV

A. PODGORNÝ

AU-DESSUS DES TROIS CACIQUES - LE PORTRAIT DE LENINE QUI PLEURE, LUI QUI AVAIT ECRIT:

"LA RUSSIE NE SERA PAS LIBRE, TANT QUE LA POLOGNE NE LE SERA PAS"

A NOS LECTEURS !

Nous savons tous l'importance que peut avoir le passage de véritables informations dans les pays comme la Pologne, qui se trouvent actuellement dans une situation politique particulièrement difficile.

En Pologne "populaire", les moyens d'information sont censurés, ils sont aux mains de "journalistes" soumis complètement au parti, et lorsqu'ils donnent certaines informations, elles sont toujours déformées, présentées de façon tendancieuse, sélectionnées pour ne laisser passer que celles qui peuvent servir au parti bureaucratique, complètement coupé du peuple polonais et obéissant servilement aux directives du Kremlin.

Le bulletin Szerszen -le Frelon est tourné principalement vers les travailleurs de Pologne, et tente par tous les moyens possibles de leur faire parvenir cette information vraie dont ils sont privés. Et nous avons l'intention de continuer.

Bien évidemment le problème financier est d'importance. C'est pourquoi nous nous tournons vers nos lecteurs pour qu'ils nous soutiennent en propageant le Frelon, en le faisant lire autour d'eux, à leurs amis, à leurs camarades de travail, en augmentant le cercle de lecteurs de notre bulletin et en récoltant pour le Frelon de plus en plus d'abonnements ou de soutien financier. A ce sujet nous rappelons à nos premiers abonnés que leur abonnement se termine avec le N° 6, et que nous les invitons donc à se réabonner aux mêmes conditions que précédemment.

La multiplication des contacts avec les travailleurs polonais dépend de votre soutien. Nous attendons de nouveaux abonnements au Frelon ainsi que vos lettres avec vos remarques, vos opinions, vos critiques, vos contributions à la discussion.

La rédaction

Conditions d'abonnement et de réabonnement :

- prix du numéro:..... 5 F
- Abonnement pour six numéros:.....25 F
- Abonnements de soutien:.....50 F...100 F...150 F

Adressez vos paiements à : Edmund BALUKA
B.P. 240 - PARIS cedex 12



NOM:.....
ADRESSE.....
.....

Je m'abonne pour numéros à partir du numéro.....

pour l' EDITION FRANCAISE - POLONAISE (*1)

(*1) rayer la mention inutile



prix du numéro: 5 f.

directeur de la publication: Jean Ayme
imprimerie speciale INFORMATIONS OUVRIERES
87 rue du faubourg St Denis - 75.010 - P A R I S
commission paritaire ~~19 52 555~~

en cours